

Rapport du premier trimestre 2004

Je suis heureux de vous présenter le Rapport aux actionnaires de BMO Groupe financier pour le premier trimestre de 2004.

Tony Comper

Tony Comper
Président du conseil et chef de la direction
le 24 février 2004

Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	Variation par rapport au 31 janvier 2003
Points saillants de l'état des résultats						
Revenu total	2 363 \$	2 369 \$	2 307 \$	2 164 \$	2 279 \$	3,7 %
Revenu total (bic) a)	2 401	2 411	2 334	2 208	2 318	3,6
Provision pour créances irrécouvrables	15	95	90	120	150	(90,0)
Frais autres que d'intérêts	1 561	1 545	1 485	1 484	1 573	(0,7)
Revenu net	532	513	504	409	399	33,6
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars)						
Résultat dilué par action	1,00 \$	0,97 \$	0,95 \$	0,77 \$	0,75 \$	0,25 \$
Résultat dilué par action, avant amortissement a)	1,03	1,00	0,99	0,81	0,79	0,24
Dividende déclaré par action	0,35	0,35	0,33	0,33	0,33	0,02
Valeur comptable d'une action	22,87	22,09	21,92	21,34	21,33	1,54
Cours de clôture d'une action	57,79	49,33	44,65	40,10	41,30	16,49
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	29,0	24,6	22,2	19,9	20,4	8,6

Au

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	Variation par rapport au 31 janvier 2003
Points saillants du bilan						
Actif	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$	254 606 \$	4,2 %
Solde net des prêts et acceptations	149 585	146 156	147 275	150 724	148 770	0,5
Dépôts	178 069	171 551	170 902	165 435	162 655	9,5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	11 490	11 036	10 918	10 580	10 552	8,9

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
Principales mesures financières (%) b)					
Rendement total moyen des capitaux propres, annualisé sur cinq ans	15,2	12,9	7,3	3,8	7,5
Croissance du résultat dilué par action	33,3	29,3	46,2	35,1	5,6
Croissance du résultat dilué par action, avant amortissement a)	30,4	26,6	41,4	37,3	5,3
Rendement des capitaux propres	18,3	17,9	18,0	15,2	14,3
Rendement des capitaux propres, avant amortissement a)	19,0	18,5	18,8	15,9	15,1
Croissance du profit économique net a)	94,9	74,1	+100	+100	6,7
Croissance du revenu	3,7	4,7	8,9	(1,3)	4,6
Croissance du revenu (bic) a)	3,6	5,4	8,9	(0,6)	5,1
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	66,1	65,2	64,4	68,6	69,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) a)	65,0	64,0	63,7	67,2	67,9
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu, avant amortissement (bic) a)	63,9	63,1	62,6	66,0	66,6
Provision (annualisée) pour créances irrécouvrables en pourcentage du solde moyen des prêts et acceptations	0,04	0,25	0,24	0,32	0,39
Solde brut des prêts et acceptations douteux en pourcentage du total des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables	11,03	12,15	12,91	14,88	14,66
Encaisse et valeurs mobilières en pourcentage de l'actif total	29,1	29,1	28,6	26,3	25,4
Ratio du capital de première catégorie	9,65	9,55	9,21	9,10	9,05
Cote de crédit					
Standard & Poor's	AA-	AA-	AA-	AA-	AA-
Moody's	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3	Aa3

Autres ratios financiers (%) sauf indication contraire) b)

Rendement total des capitaux propres sur douze mois	44,1	33,4	30,6	9,8	18,4
Rendement des actions	2,4	2,8	3,0	3,3	3,2
Ratio cours-bénéfice (nombre de fois)	15,4	14,1	13,6	13,5	14,9
Ratio cours-valeur comptable (nombre de fois)	2,53	2,23	2,04	1,88	1,94
Profit économique net (en millions de dollars) a)	238	221	220	140	122
Rendement de l'actif moyen	0,79	0,77	0,74	0,64	0,61
Marge nette d'intérêts	1,87	1,85	1,81	1,89	1,88
Marge nette d'intérêts (bic) a)	1,92	1,91	1,84	1,96	1,94
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total	46,8	47,8	47,0	44,2	45,9
Revenu autre que d'intérêts en pourcentage du revenu total (bic) a)	46,0	47,0	46,5	43,3	45,2
Croissance des frais autres que d'intérêts	(0,7)	(3,6)	(0,2)	0,5	7,5
Ratio du capital total	11,67	12,09	12,09	12,02	12,49
Ratio du capital de première catégorie, selon les normes américaines	9,25	9,17	8,79	8,62	8,57
Ratio des capitaux propres à l'actif	5,4	5,5	5,4	5,3	5,4

Tous les ratios figurant dans ce rapport ont été établis d'après des chiffres non arrondis.

a) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5 pour une explication des résultats avant amortissement et des données présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises prévoient les lecteurs de ces analyses que les résultats et autres mesures

rajustés selon une base autre que les principes comptables généralement reconnus (PCGR) n'ont pas une signification standard en vertu des PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

b) Résultats pour la période terminée à la date indiquée ou situation à cette date, selon le cas.

Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière

Principaux points de comparaison avec les résultats du premier trimestre de l'an dernier :

- Revenu net de 532 millions de dollars, en hausse de 34 %.
- Amélioration du rendement du portefeuille de prêts et progression des résultats des groupes d'exploitation contribuant à la croissance.
- Résultat par action¹ (RPA) de 1,00 \$, en hausse de 33 %, et RPA avant amortissement² de 1,03 \$, en hausse de 30 %.
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 18,3 %, et RCP avant amortissement² de 19,0 %.
- Provision spécifique pour créances irrécouvrables de 55 millions de dollars, alors que les provisions spécifiques s'élevaient à 150 millions de dollars un an plus tôt, grâce à l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts au premier trimestre et au redressement de la conjoncture économique aux États-Unis.
- Réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale pour créances irrécouvrables, d'où une provision pour créances irrécouvrables nette de 15 millions de dollars.

- Croissance du revenu² de 4 % et réduction des frais de 1 %.
- Amélioration du ratio de productivité², qui passe de 67,9 % à 65,0 %, et amélioration de 270 points de base du ratio de productivité avant amortissement², qui s'établit à 63,9 %.
- Excellent ratio du capital de première catégorie, qui passe de 9,05 % à 9,65 %.

Autres points saillants :

- La provision pour créances irrécouvrables prévue pour l'exercice s'établit maintenant à un maximum de 300 millions de dollars, abstraction faite de la réduction de la réserve générale, alors que la provision maximale initialement prévue pour 2004 était d'un maximum de 500 millions de dollars.
- Annonce d'une hausse de 0,05 \$, ou de 14 %, du dividende sur les actions ordinaires, qui s'établit à 0,40 \$ par trimestre.

1 Sauf indication contraire, lorsqu'il est question de résultat par action (RPA) dans le présent rapport, il s'agit toujours du résultat dilué par action.
2 Les rajustements qui ont pour effet de substituer les résultats avant amortissement aux résultats selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et de substituer le revenu et les impôts sur les bénéfices sur une base d'imposition comparable (bic) au revenu et aux impôts sur les bénéfices selon les PCGR sont exposés à la page 5 dans la section

« Mesures non conformes aux PCGR », où sont également expliqués toutes les mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR. Les revenus et les impôts sur les bénéfices sont indiqués dans les états financiers conformément aux PCGR. Sauf en ce qui concerne les états financiers, tous les revenus et impôts sur les bénéfices, ainsi que les mesures qui incluent des revenus ou des impôts sur les bénéfices, qui sont présentés dans le présent document le sont sur une base d'imposition comparable.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal.

Sommaire des résultats

(en millions de dollars, sauf indication contraire et les données par action)

	T1-2004	Augmentation/(Diminution) c. T1-2003	Augmentation/(Diminution) c. T4-2003		
Revenu selon les états financiers	2 363	84	4 %	(6)	-
Rajustement sur une base d'imposition comparable	38	(1)	(1 %)	(4)	(11 %)
Revenu (bic) 1)	2 401	83	4 %	(10)	-
Provision pour créances irrécouvrables	15	(135)	(90 %)	(80)	(84 %)
Frais autres que d'intérêts	1 561	(12)	(1 %)	16	1 %
Impôts sur les bénéfices selon les états financiers	240	99	70 %	40	20 %
Rajustement sur une base d'imposition comparable	38	(1)	(1 %)	(4)	(11 %)
Impôts sur les bénéfices (bic) 1)	278	98	55 %	36	14 %
Revenu net	532	133	34 %	19	4 %
Amortissement d'actifs incorporels (après impôts)	19	(3)	(13 %)	1	8 %
Revenu net avant amortissement 1)	551	130	31 %	20	4 %
Résultat dilué par action (en dollars)	1,00	0,25	33 %	0,03	3 %
Résultat dilué par action avant amortissement (en dollars) 1)	1,03	0,24	30 %	0,03	3 %
Rendement des capitaux propres	18,3 %		4,0 %		0,4 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement 1)	19,0 %		3,9 %		0,5 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	66,1 %		(2,9 %)		0,9 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1)	65,0 %		(2,9 %)		1,0 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1)	63,9 %		(2,7 %)		0,8 %
Marge nette d'intérêts	1,87 %		(0,01 %)		0,02 %
Marge nette d'intérêts (bic) 1)	1,92 %		(0,02 %)		0,01 %
Ventilation du revenu net entre les groupes d'exploitation :					
Groupe Particuliers et entreprises	246	25	11 %	(7)	(3 %)
Groupe Gestion privée	55	20	55 %	11	25 %
Groupe Services d'investissement	212	31	17 %	24	14 %
Groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	19	57	+100 %	(9)	(33 %)
Revenu net – BMO Groupe financier	532	133	34 %	19	4 %

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir ci-dessus la note 2 et la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, qui portent sur l'utilisation des mesures non conformes aux PCGR dans le présent Rapport de gestion.

Revue des résultats

BMO Groupe financier annonce que pour le premier trimestre, terminé le 31 janvier 2004, le revenu net a progressé de 34 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente. Le revenu net s'élève à 532 millions de dollars et le RPA, à 1,00 \$ pour le premier trimestre de 2004, alors qu'ils étaient respectivement de 399 millions de dollars et de 0,75 \$ pour le premier trimestre de 2003. Le revenu net avant amortissement, qui tient compte de la réintégration de l'amortissement des actifs incorporels, se chiffre à 551 millions de dollars et le RPA avant amortissement, à 1,03 \$ (voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5).

« Nos résultats pour le premier trimestre sont nettement meilleurs que ceux du premier trimestre de l'an dernier et ont poursuivi leur progression au même rythme qu'au cours de la deuxième moitié de 2003, a déclaré Tony Comper, président du conseil et chef de la direction de BMO Groupe financier, lorsque les résultats ont été rendus publics le 24 février 2004. Même si la marge nette d'intérêts est sous pression en raison de la faiblesse des taux d'intérêt et de la forte concurrence, nous continuons à bénéficier de l'amélioration du rendement de notre portefeuille de prêts et de nos efforts pour accroître notre productivité. »

Certains éléments ont influé sur le revenu net :

- Une modification à la comptabilisation des frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires a eu comme incidence ponctuelle de hausser le revenu net d'intérêts de 42 millions de dollars (27 millions après impôts).
- Une modification dans la comptabilisation des gains et des pertes relatives aux actions de BMO détenues par des filiales de BMO a eu comme incidence ponctuelle de diminuer les revenus de négociation autres que d'intérêts de 26 millions de dollars (16 millions après impôts).
- Une réduction de la réserve générale pour créances irrécouvrables a réduit la provision pour créances irrécouvrables de 40 millions de dollars (26 millions après impôts).
- Une augmentation des passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis a haussé la provision pour impôts sur les bénéfices de 19 millions de dollars.

Abstraction faite de la hausse du revenu net de 18 millions de dollars (ou 0,03 \$ l'action) relative aux quatre éléments ci-dessus, le revenu net s'élève à 514 millions de dollars, une amélioration de 115 millions par rapport à l'an dernier. Sur une base rajustée similaire, le RPA est de 0,97 \$ et le RPA avant amortissement est de 1,00 \$, en hausse respectivement de 0,22 \$ et de 0,21 \$ par rapport à l'an dernier. La hausse de 115 millions de dollars s'explique par la diminution de la provision spécifique pour créances irrécouvrables qui est passée de 150 millions à 55 millions de dollars (une baisse de 65 millions après impôts ou de 0,13 \$ l'action), en raison de l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts et du redressement de la conjoncture économique aux États-Unis. Le reste de l'augmentation du revenu net est attribuable à la croissance du volume d'affaires de nos groupes d'exploitation.

Le revenu (sur une base d'imposition comparable : voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) se chiffre à 2 401 millions de dollars, soit une hausse de 83 millions de dollars, ou de 4 %, comparativement à l'an dernier, mais sa progression aurait été de 203 millions, ou de 9 %, si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté le même que l'an dernier. Les deux premières modifications comptables mentionnées ci-dessus ont entraîné une augmentation du revenu de 16 millions de dollars nets et sont expliquées plus amplement à la page 6.

Le revenu du groupe Particuliers et entreprises s'est accru grâce à la forte progression continue de son volume d'affaires. Au Canada, le revenu a progressé de 2 % comparativement à l'an dernier, l'augmentation du volume d'affaires ayant été en partie neutralisée par les effets du rétrécissement de la marge nette d'intérêts. Aux États-Unis, le revenu a subi un léger recul, les effets de la progression du volume d'affaires ayant été neutralisés par la baisse du taux de change entre les dollars canadien et américain. Le revenu du groupe Services d'investissement s'est accru grâce à la progression des activités rémunérées, tandis que celui du groupe Gestion privée augmentait grâce à l'accroissement du volume des transactions effectuées par les clients et de la valeur des actifs gérés.

« L'amélioration des conditions du marché et la poursuite de nos efforts pour accroître notre productivité ont permis aux groupes Gestion privée et Services d'investissement d'augmenter leurs contributions, a observé M. Comper. Le revenu net des Services d'investissement a atteint un niveau record et celui de la Gestion privée est le deuxième plus élevé jamais obtenu par ce groupe, pour un trimestre. »

La marge nette d'intérêts est présentée de façon détaillée dans le tableau de la section « Revenu » à la page 7. Elle s'établit à 1,92 % pour le premier trimestre de 2004, soit un recul de 2 points de base par rapport à l'an dernier. Si on fait abstraction de l'incidence des frais de 42 millions de dollars liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires sur le revenu net d'intérêts du groupe Services d'entreprise, la marge nette d'intérêts s'établit à 1,86 %, soit un recul de 8 points de base par rapport à l'an dernier. La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est élargie aux États-Unis, mais elle s'est rétrécie au Canada, en raison de l'évolution des préférences des clients en matière de produits et du contexte concurrentiel. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est elle aussi rétrécie comparativement à l'an dernier, en raison de la compression des marges dans les secteurs sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, de la diminution des prêts à rendement élevé aux grandes entreprises et de la hausse des frais d'intérêts découlant du dénouement de contrats de couverture liés à la vente de certains titres de placement.

Les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 561 millions de dollars, soit 12 millions de dollars, ou 1 %, de moins qu'il y a un an, mais ils auraient été supérieurs de 78 millions de dollars, ou de 5 %, aux frais de l'an dernier si le taux de change des dollars canadien et américain était resté le même. Cette augmentation est en grande partie attribuable à la hausse de la rémunération liée au rendement et à l'effet différentiel des acquisitions d'entreprises.

Le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (ratio de productivité) s'établit à 65,0 % (sur une base d'imposition comparable : voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) pour le premier trimestre, alors qu'il était de 67,9 % il y a un an. Le ratio de productivité avant amortissement se chiffre à 63,9 % (sur une base d'imposition comparable : voir à la page 5), soit une amélioration de 270 points de base depuis l'an dernier. Pour l'exercice 2004, nous visons une amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Le 24 février 2004, nous avons annoncé une hausse de 0,05 \$, ou de 14 %, du dividende trimestriel payable sur les actions ordinaires de la Banque de Montréal. La Banque haussait ainsi son dividende pour une douzième année de suite.

« La hausse de notre dividende reflète la solidité de notre assise financière et de la confiance de la direction, à la fois dans la qualité de notre revenu net et dans notre capacité d'atteindre nos objectifs », a souligné M. Comper.

Comparativement au quatrième trimestre, le revenu net s'est accru de 19 millions de dollars, ou de 4 %, ce qui correspond approximativement à l'incidence ponctuelle des quatre éléments indiqués précédemment. L'incidence du rétrécissement de la marge nette d'intérêts et de la diminution des autres revenus des Services d'entreprise a neutralisé les avantages de la réduction des provisions spécifiques pour créances irrécouvrables, de l'augmentation du volume d'affaires et de la hausse des gains nets sur les titres de placement.

Le revenu a reculé de 10 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre, en dépit de l'apport de 16 millions de dollars lié aux éléments mentionnés précédemment. Les gains nets sur titres de placement, les commissions liées aux secteurs des prises fermes et des fusions et acquisitions et les revenus de négociation et des services de gestion de patrimoine ont tous augmenté. Ces augmentations, cependant, ont été plus que neutralisées par la baisse des revenus du groupe Services d'entreprise, par l'incidence du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et par l'affaiblissement du dollar américain.

Par rapport au quatrième trimestre, la marge nette d'intérêts s'est élargie de un point de base, mais elle s'est rétrécie de cinq points de base si on fait abstraction de l'incidence du rajustement relatif aux frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires. Comme prévu, les marges des services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont rétrécies. Au Canada, on peut s'attendre à une réduction de la marge nette d'intérêts de ces services dans un avenir prévisible, en raison du bas niveau des taux d'intérêt et du contexte concurrentiel. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie, en raison de la baisse des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux et de l'augmentation des frais d'intérêts découlant du dénouement de contrats de couverture liés à la vente de certains titres de placements.

Par rapport au quatrième trimestre, les frais ont augmenté de 16 millions de dollars, ou de 1 %. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné une diminution des frais de 16 millions de dollars. L'augmentation des frais est attribuable à la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement.

Le solde brut des prêts douteux s'établit à 1 786 millions de dollars, soit une baisse de 496 millions comparativement à l'an dernier et de 132 millions par rapport au quatrième trimestre. Quant aux nouveaux prêts douteux, ils totalisent 242 millions de dollars pour le trimestre, soit 65 millions de moins qu'au premier trimestre de l'exercice précédent et 155 millions de moins qu'au quatrième trimestre.

La provision spécifique pour créances irrécouvrables s'établit à 55 millions de dollars, alors qu'elle s'élevait à 150 millions au premier trimestre de 2003 et à 95 millions au quatrième trimestre. Les provisions spécifiques du trimestre ont bénéficié du recouvrement de radiations effectuées au cours de périodes antérieures et de l'annulation de réserves établies pour certains prêts à la suite d'opérations de restructuration et de refinancement. Elles ont également bénéficié de la vente de prêts douteux pour une somme supérieure à leur valeur comptable nette. Nous prévoyons maintenant que les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ne dépasseront pas 300 millions de dollars en 2004, ce qui est inférieur à la cible de 500 millions de dollars ou moins que nous avons établie au début de l'exercice, grâce surtout à l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts au premier trimestre et au redressement de la conjoncture économique aux États-Unis. La provision spécifique nette de 55 millions de dollars et la réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale ont résulté en une provision nette pour créances irrécouvrables de 15 millions de dollars.

Le rajustement de 19 millions de dollars des passifs d'impôts futurs mentionné précédemment a haussé le taux d'imposition effectif au cours du trimestre, le faisant passer de 31,4 % (sur une base d'imposition comparable : voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) à 33,7 %. Il était de 30,3 % il y a un an et de 31,5 % au quatrième trimestre. Nous continuons à estimer que le taux d'imposition effectif en 2004 sera de 31 % ou 32 % et le considérons comme normal.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 150 000 actions ordinaires de la Banque de Montréal en vertu de notre programme de rachat d'actions ordinaires, à un prix moyen de 54,21 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 8,1 millions de dollars.

Cibles pour l'exercice 2004

- Croissance du RPA de 10 % à 15 %.
- RCP de 16 % à 18 %.
- Provision pour créances irrécouvrables de 500 millions de dollars ou moins. Nous estimons maintenant que les provisions spécifiques ne dépasseront pas 300 millions de dollars en 2004.
- Ratio du capital de première catégorie d'au moins 8,0 %.
- Amélioration du ratio de productivité avant amortissement de 150 à 200 points de base.

Résultats au 31 janvier 2004

- Croissance de 33 %.
- RCP annualisé de 18,3 %.
- Provision de 55 millions de dollars pour le trimestre, abstraction faite de la réduction de 40 millions de la réserve générale.
- Ratio de 9,65 %.
- Amélioration de 270 points de base.

Perspectives inchangées pour les résultats de 2004

Au deuxième semestre de 2003, les résultats de BMO ont été nettement plus élevés qu'au cours de la première moitié de l'année. Le fort taux de croissance de notre RPA pour le premier trimestre de 2004 relativement à notre cible pour l'exercice 2004 s'explique en partie par la tendance qu'ont suivi nos résultats trimestriels en 2003. Nous maintenons nos prévisions quant à l'atteinte de nos cibles pour l'exercice 2004. Nous pensons maintenant que la croissance économique du Canada sera un peu plus lente que ce que nous avons estimé à la fin de 2003 et que la croissance des États-Unis sera plus rapide que ce que nous avons d'abord prévu. Après une croissance estimée de 1,6 % au cours de l'année civile 2003, le PIB réel du Canada devrait augmenter de 2,8 % en 2004, alors que nous avions prévu une croissance de 3,1 % à la fin de l'année. À l'opposé, le PIB réel des États-Unis, après une croissance estimée de 3,1 % en 2003, devrait croître de 4,6 % en 2004, alors que notre estimation précédente était de 4,4 %. La croissance de l'économie canadienne a été ralentie par la hausse considérable de la valeur du dollar canadien, bien que les taux d'intérêt peu élevés aient en partie compensé ce facteur en soutenant la demande intérieure. Aux États-Unis, par contre, les politiques monétaires et fiscales très expansionnistes et la faiblesse du dollar américain continuent de stimuler l'économie du pays. Les taux d'intérêt peu élevés et l'état de la concurrence incitent à penser que la marge nette d'intérêts va se rétrécir dans le marché canadien des services bancaires de détail. Cependant, au Canada comme aux États-Unis, le faible coût du crédit continue à stimuler fortement la croissance des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation, pendant que le redressement des marchés boursiers continue à favoriser les services d'investissement et de gestion de patrimoine.

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Un cadre de gouvernance financière rigoureux et complet a été mis en place au sein de BMO et de ses filiales, aux niveaux de la direction et du Conseil d'administration. Chaque année, le rapport annuel de BMO contient une déclaration signée par le chef de la direction et le chef des finances faisant état de la responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière contenue dans le rapport. Lors de la publication de son rapport annuel et d'autres documents d'information continue, le 23 janvier 2004, BMO a déposé, comme l'année précédente, des déclarations certifiant ses résultats, signées par le chef de la direction et le chef des finances, auprès de la SEC des États-Unis. Dans ces déclarations, le chef de la direction et le chef des finances de BMO certifient, comme l'exige la loi Sarbanes Oxley des États-Unis, l'exactitude de l'information financière contenue dans nos documents d'information continue (formule 40-F) ainsi que l'efficacité des contrôles et des méthodes utilisés pour produire cette information. Le chef de la direction et le chef des finances de BMO, de leur propre initiative, certifient à la SEC l'exactitude de l'information financière contenue dans le présent rapport trimestriel aux actionnaires, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité de vérification de BMO a examiné notre communiqué sur les résultats trimestriels, y compris les états financiers consolidés non vérifiés qui y sont joints et le Rapport de gestion, dont fait état le présent rapport. Le Conseil d'administration de BMO a approuvé ces documents avant leur publication. On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans la section « Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière » du Rapport annuel 2003 de BMO, accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter notre site Web pour y obtenir des renseignements financiers trimestriels.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Nos documents d'information continue, y compris notre Analyse de la direction et nos États financiers vérifiés, notre Notice annuelle et notre Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, sur le site des autorités canadiennes en valeurs mobilières, www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent rapport contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans des documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la Private Securities Litigation Reform Act, loi américaine de 1995. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs pour l'exercice 2004 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne et américaine.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent des hypothèses, des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque de Montréal conseille aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats réels ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment : les activités des marchés financiers internationaux, les fluctuations de taux d'intérêt et de change, les répercussions de guerres ou d'activités terroristes, les répercussions de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les perturbations des services de transport et de communication et des systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, la conjoncture économique et politique dans certains secteurs et dans le monde, les modifications de la réglementation ou de la législation, les effets de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les mesures prises par la direction et les changements technologiques. La Banque tient à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. Les investisseurs et les autres personnes qui se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque de Montréal doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom.

Analyse des résultats financiers

Mesures non conformes aux PCGR

Mesures non conformes aux PCGR utilisées dans le Rapport de gestion

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	T1-2004	T1-2003	T4-2003
Revenu net d'intérêts selon les états financiers a)	1 257	1 232	1 237
Revenu autre que d'intérêts	1 106	1 047	1 132
Revenu selon les états financiers b)	2 363	2 279	2 369
Rajustement sur une base d'imposition comparable c)	38	39	42
Revenu net d'intérêts (bic) (a+c) d) 1)	1 295	1 271	1 279
Revenu autre que d'intérêts	1 106	1 047	1 132
Revenu (bic) e) 1)	2 401	2 318	2 411
Provision pour impôts sur les bénéficiaires selon les états financiers	240	141	200
Rajustement sur une base d'imposition comparable	38	39	42
Provision pour impôts sur les bénéficiaires (bic) 1)	278	180	242
Frais autres que d'intérêts f)	1 561	1 573	1 545
Amortissement des actifs incorporels	(26)	(30)	(23)
Frais avant amortissement g) 1)	1 535	1 543	1 522
Revenu net	532	399	513
Amortissement des actifs incorporels, déduction faite des impôts sur les bénéficiaires	19	22	18
Revenu net avant amortissement 1)	551	421	531
Dividendes sur actions privilégiées	(19)	(21)	(20)
Charge au titre du capital	(294)	(278)	(290)
Profit économique net 1)	238	122	221
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu 2) (%) ((f/b) x 100)	66,1	69,0	65,2
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu (bic) 1) 2) (%) ((f/e) x 100)	65,0	67,9	64,0
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement (bic) 1) 2) (%) ((g/e) x 100)	63,9	66,6	63,1
Marge nette d'intérêts annualisée (%) ((a/actif moyen) x 100)	1,87	1,88	1,85
Marge nette d'intérêts (bic) annualisée 1) (%) ((d/actif moyen) x 100)	1,92	1,94	1,91
RPA (à partir du revenu net) (en dollars)	1,00	0,75	0,97
RPA avant amortissement 1) (à partir du revenu net avant amortissement) (en dollars)	1,03	0,79	1,00

1) Montants ou mesures non conformes aux PCGR.

2) Aussi appelé ratio de productivité ou ratio de productivité avant amortissement, selon le cas.

BMO utilise certaines mesures non conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) pour évaluer les résultats. Les organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières exigent que les entreprises préviennent les lecteurs que les résultats et les autres mesures rajustés en fonction de critères autres que les PCGR n'ont pas une signification standard selon les PCGR et sont difficilement comparables avec des mesures similaires utilisées par d'autres entreprises.

Les mesures des résultats avant amortissement peuvent faciliter la comparaison de deux périodes où il s'est produit une acquisition, surtout parce que l'amortissement hors caisse des actifs incorporels peut ne pas avoir été considéré comme charge pertinente au moment

de la décision d'achat. Les mesures du résultat par action avant amortissement sont aussi utiles parce que les analystes s'y intéressent souvent et que le résultat par action avant amortissement est utilisé par Thomson First Call pour surveiller les prévisions de résultats faites par des tiers et dont les médias font souvent état. Les mesures avant amortissement ajoutent l'amortissement après impôts des actifs incorporels aux résultats selon les PCGR pour en tirer les mesures du revenu net avant amortissement (et du RPA avant amortissement correspondant) et retranchent l'amortissement des actifs incorporels des frais autres que d'intérêts pour en tirer les mesures de la productivité avant amortissement.

BMO, comme plusieurs autres banques, analyse son revenu, et les ratios établis d'après son revenu, sur une base d'imposition comparable (bic). Selon cette méthode, on augmente les revenus calculés selon les PCGR et la provision pour impôts sur les bénéficiaires déterminée selon les PCGR d'un montant qui porterait les revenus tirés de certains titres exonérés d'impôt à un niveau auquel ces revenus seraient assujettis à l'impôt, au taux d'imposition prévu par la loi. Pour plus de cohérence, le taux d'imposition effectif est également analysé sur une base d'imposition comparable. L'analyse sur une base d'imposition comparable permet de neutraliser l'effet, sur les ratios, d'avoir investi dans des titres exonérés d'impôt ou assortis d'avantages fiscaux plutôt que dans des titres entièrement imposables et aux rendements plus élevés. Elle atténue les distorsions des ratios, par période et entre institutions, liées au choix de placements assortis d'avantages fiscaux ou imposables.

Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital, et constitue une mesure efficace de la valeur économique ajoutée.

Change

L'affaiblissement du dollar américain a eu un effet à la baisse sur l'équivalent en dollars canadiens du revenu net, des revenus, des frais, des impôts sur les bénéficiaires et de la provision pour créances irrécouvrables libellés en dollars américains de BMO au premier trimestre de 2004. Le tableau suivant fait état du taux de change moyen entre les dollars canadien et américain pour le premier trimestre et pour les trimestres utilisés dans les comparaisons, et de l'impact des fluctuations du taux de change. Au début de chaque trimestre, BMO prend part à des opérations de couverture destinées à compenser partiellement l'incidence avant impôts des fluctuations du taux de change au cours du trimestre sur son revenu net en dollars américains pour ce trimestre. Ces opérations procurent une certaine protection à l'égard des fluctuations du taux de change à l'intérieur d'un trimestre.

Effets de l'affaiblissement du dollar américain sur les résultats de BMO

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	c. T1-2003	c. T4-2003
Taux de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
T1/2004	1,3069	
T4/2003	1,3514	
T1/2003	1,5546	
Revenu réduit	(120)	(22)
Frais réduits	90	16
Provision pour créances irrécouvrables réduite	14	3
Impôts sur les bénéficiaires réduits	7	1
Revenu net réduit avant gains sur opérations de couverture	(9)	(2)
Gains sur opérations de couverture	2	2
Impôts sur les bénéficiaires	-	-
Revenu net réduit	(7)	-

Dans les périodes futures, les gains ou les pertes résultant de ces opérations de couverture seront déterminés à la fois par les fluctuations monétaires futures et par la valeur des opérations de couverture sous-jacentes futures, car les transactions sont conclues chaque trimestre en rapport avec le revenu net prévu en dollars américains des trois prochains mois. Les effets des fluctuations de change sur le montant net de nos investissements dans des établissements à l'étranger sont analysés dans la section traitant de la provision pour impôts sur les bénéfices, à la page 8.

Mesures de la valeur des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres (RCP) annualisé se chiffre à 18,3 % pour le trimestre, alors que notre cible pour l'exercice est un RCP se situant dans une fourchette de 16 % à 18 %. Aux premier et quatrième trimestres de 2003, le RCP était respectivement de 14,3 % et 17,9 %.

Le RPA s'établit à 1,00 \$, soit une progression de 33 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Pour l'exercice 2004, BMO vise une croissance du RPA de 10 % à 15 %. Par rapport au quatrième trimestre de 2003, le RPA s'est accru de 0,03 \$, ou de 3 %, ce qui correspond à la hausse due aux quatre éléments mentionnés plus haut.

Le profit économique net se chiffre à 238 millions de dollars (voir la section intitulée « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5), alors qu'il était de 122 millions au premier trimestre de 2003 et de 221 millions au quatrième trimestre. Le profit économique net est le revenu net avant amortissement afférent aux actions ordinaires, moins une charge au titre du capital.

Le rendement total des capitaux propres (RTCP) investis dans les actions ordinaires de BMO se chiffre à 17,9 % pour le premier trimestre, ce qui constitue le meilleur résultat des six grandes banques canadiennes. Pour les 12 mois terminés le 31 janvier 2004, le RTCP s'élève à 44,1 %, ce qui place BMO au deuxième rang des six grandes banques.

Le RTCP annualisé moyen de BMO pour la période de cinq années terminée le 31 janvier 2004 s'établit à 15,2 %, tout juste au-dessus de la moyenne des six grandes banques, ce qui permet à BMO de se hisser au troisième rang de ces banques. Le rendement total annualisé de l'indice TSX pour la même période est de 6,5 %. Le RTCP moyen annualisé sur cinq ans est notre principale mesure de la valeur des capitaux propres et la plus importante des mesures de nos résultats financiers et de notre situation financière. Notre objectif central est de maximiser la valeur des capitaux propres et de nous classer, au fil du temps, dans le premier quartile de nos groupes de référence du Canada et de l'Amérique du Nord pour ce qui est du rendement total des capitaux propres.

Revenu net

Le revenu net s'élève à 532 millions de dollars pour le premier trimestre de 2004, soit une augmentation de 133 millions de dollars, ou de 34 %, par rapport au premier trimestre de 2003. Certains éléments ont influé sur le revenu net :

- Une modification à la comptabilisation des frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires a eu comme incidence ponctuelle de hausser le revenu net d'intérêts de 42 millions de dollars (27 millions après impôts).
- Une modification dans la comptabilisation des gains et des pertes relatives aux actions de BMO détenues par des filiales de BMO a eu comme incidence ponctuelle de diminuer les revenus de négociation autres que d'intérêts de 26 millions de dollars (16 millions après impôts).
- Une réduction de la réserve générale pour créances irrécouvrables a réduit la provision pour créances irrécouvrables de 40 millions de dollars (26 millions après impôts).
- Une augmentation des passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis a haussé la provision pour impôts sur les bénéfices de 19 millions de dollars.

Abstraction faite de la hausse du revenu net de 18 millions de dollars (ou 0,03 \$ l'action) relative aux quatre éléments ci-dessus, le revenu net s'élève à 514 millions de dollars, une amélioration de 115 millions par rapport à l'an dernier. Sur une base rajustée similaire, le RPA est de 0,97 \$ et le RPA avant amortissement est de 1,00 \$, en hausse respectivement de 0,22 \$ et de 0,21 \$ par rapport à l'an dernier. La hausse de 115 millions de dollars s'explique par la diminution de la provision spécifique pour créances irrécouvrables qui est passée de 150 millions à 55 millions de dollars (une baisse de 65 millions après impôts ou de 0,13 \$ l'action), en raison de l'amélioration du rendement du portefeuille de prêts et du redressement de la conjoncture économique aux États-Unis. Le reste de l'augmentation du revenu net est attribuable à la croissance du volume d'affaires de nos groupes d'exploitation.

Le revenu (sur une base d'imposition comparable : voir la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5) se chiffre à 2 401 millions de dollars, soit une hausse de 83 millions de dollars, ou de 4 %, comparativement à l'an dernier, mais sa progression aurait été de 203 millions, ou de 9 %, si le taux de change entre les dollars canadien et américain était resté le même que l'an dernier.

Tel que nous l'indiquons plus haut et comme nous l'expliquons de façon plus détaillée plus bas ainsi que dans la note 2 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés intermédiaires ci-joints, au cours du trimestre, BMO a modifié certaines de ses conventions comptables, ce qui a entraîné une hausse ponctuelle du revenu net du trimestre.

Les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires ne sont plus reportés et imputés au revenu. Ils sont plutôt comptabilisés dans le revenu net d'intérêts au moment de la réception de ces frais. Le revenu net d'intérêts du trimestre inclut une somme de 42 millions de dollars (27 millions après impôts) relative à la comptabilisation de frais précédemment reportés, liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires.

Les filiales de BMO effectuent périodiquement, au nom de leurs clients, des opérations de négociation qui portent sur des actions de la Banque de Montréal, ou sur des actions d'autres sociétés cotées en bourse, pour couvrir des positions de négociation avec d'autres clients relatives à des instruments dérivés. Ces activités génèrent habituellement des pertes et des gains liés aux conditions du marché au cours d'une période, qui sont essentiellement égaux et

qui s'annulent. Auparavant, ces gains et ces pertes étaient inclus dans les revenus de négociation. Au cours du premier trimestre, nous avons dû modifier nos conventions comptables pour nous conformer aux nouvelles exigences découlant des PCGR concernant la détention par une entreprise de placements dans ses propres actions et, à la suite de cette modification, un gain de 26 millions de dollars (16 millions après impôts), découlant d'opérations de négociation portant sur des actions de BMO, a été comptabilisé dans les capitaux propres, tandis que la perte compensatoire correspondante sur les instruments dérivés continuait à être imputée aux revenus de négociation. Ce résultat comptable ne reflète pas la véritable incidence économique de cette activité de couverture. L'incidence ponctuelle de 16 millions de dollars sur le revenu net du trimestre ne devrait pas se répéter lors des prochains trimestres, car nos filiales ont commencé, lorsque c'était possible, à structurer différemment leurs activités de négociation afin de limiter leurs portefeuilles d'actions ordinaires de la Banque de Montréal.

Par rapport au quatrième trimestre de 2003, le revenu net a progressé de 19 millions de dollars, ce qui s'explique principalement par l'effet ponctuel des 18 millions de dollars après impôts découlant des éléments inclus dans les résultats des Services d'entreprise. Une réduction de 40 millions de dollars (28 millions après impôts) de la provision spécifique pour créances irrécouvrables et l'augmentation des gains nets sur les titres de placement ont en grande partie été neutralisées par les effets du rétrécissement de la marge nette d'intérêts et la réduction des autres revenus des Services d'entreprise. Le revenu net du groupe Services d'investissement a atteint un niveau record, tandis que celui du groupe Gestion privée s'est révélé le deuxième plus élevé jamais obtenu par ce groupe, les deux groupes ayant bénéficié d'un climat plus favorable aux investissements et d'initiatives prises au cours de l'année précédente. Le revenu net du groupe Particuliers et entreprises a diminué, surtout à cause de la baisse des revenus tirés des transactions au Canada, baisse due à des facteurs saisonniers.

Le revenu net provenant d'activités aux États-Unis s'élève à 51 millions de dollars, ou 10 % du revenu net de BMO pour le trimestre. Il a été réduit par le rajustement de 19 millions de dollars des passifs d'impôts futurs liés à des biens immobiliers aux États-Unis. Abstraction faite de l'incidence de ce rajustement sur le revenu net provenant d'activités aux États-Unis et de l'incidence des quatre éléments mentionnés précédemment qui ont influé sur le revenu net total, le revenu net provenant d'activités aux États-Unis pour le premier trimestre est de 70 millions de dollars, ou 14 % du revenu net de BMO, alors qu'il était de 72 millions, ou 18 %, pour le premier trimestre de l'exercice précédent, et de 97 millions, ou 19 %, pour le quatrième de 2003. Le revenu provenant d'activités aux États-Unis, en termes absolus et en pourcentage du revenu total, s'est amélioré par rapport à la même période l'an dernier pour tous les groupes d'exploitation, mais a diminué pour le groupe Services d'entreprise, reflétant la baisse des revenus provenant des activités de placement, baisse qui a également entraîné le recul par rapport au quatrième trimestre.

Revenu

Tel que nous l'expliquons plus haut dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, BMO, comme plusieurs autres banques, analyse le revenu sur une base d'imposition comparable (bic) et tous les revenus et ratios calculés d'après son revenu dans le présent Rapport de gestion sont établis sur cette base.

Le revenu s'établit à 2 401 millions de dollars, soit une augmentation de 83 millions, ou de 4 %, comparativement au premier trimestre de l'an dernier, le revenu net d'intérêts et le revenu autre que d'intérêts ayant tous deux progressé. La croissance du revenu a été favorisée par l'effet net de 16 millions de dollars des modifications aux conventions comptables mentionné plus haut et par l'effet différentiel de l'acquisition de Harris Nesbitt Gerard. Cependant, l'affaiblissement du dollar américain a retranché 120 millions de dollars, ou 5 points de pourcentage, à la croissance du revenu. Le rétrécissement de la marge nette d'intérêts a également limité cette croissance.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu a diminué de 10 millions de dollars, en raison du rétrécissement de la marge nette d'intérêts et de l'affaiblissement du dollar américain.

Marge nette d'intérêts (bic)

(en points de base)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003	Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003
PE Canada	273	(20)	(6)
PE États-Unis	401	12	(13)
Groupe Particuliers et entreprises	291	(16)	(7)
Groupe Gestion privée	1 021	81	(8)
Groupe Services d'investissement	92	(11)	(5)
Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions	n.s.	n.s.	n.s.
Total de BMO	192	(2)	1

n.s. - non significatif

Le revenu net d'intérêts s'établit à 1 295 millions de dollars, soit une augmentation de 24 millions comparativement au premier trimestre de l'an dernier. L'actif moyen s'est accru de 8,4 milliards de dollars. La marge nette d'intérêts s'établit à 1,92 % pour le trimestre, soit un recul de 2 points de base par rapport à l'an dernier. Abstraction faite de l'incidence des frais liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires (42 millions de dollars) sur le revenu net du groupe Services d'entreprise, la marge nette d'intérêts s'est rétrécie de 8 points de base et s'établit à 1,86 %. La marge nette d'intérêts du groupe Particuliers et entreprises s'est élargie aux États-Unis, mais elle s'est rétrécie au Canada en raison de l'évolution des préférences des consommateurs en matière de produits et de la situation concurrentielle. Au Canada, on peut s'attendre à une réduction de la marge nette d'intérêts des services aux particuliers et aux entreprises dans un avenir prévisible, en raison du bas niveau des taux d'intérêt et du contexte concurrentiel. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est elle aussi rétrécie depuis l'an dernier, en raison de la compression des marges dans ses secteurs d'activité sensibles aux fluctuations des taux d'intérêt, du recul des prêts à rendement élevé aux grandes entreprises et de l'augmentation des frais d'intérêts découlant du dénouement de contrats de couverture liés à la vente de titres de placement.

Par rapport au quatrième trimestre, le revenu net d'intérêts a progressé de 16 millions de dollars. L'actif moyen s'est accru de 2,1 milliards de dollars, ou de 1 %. La marge nette d'intérêts s'est élargie de un point de base, mais elle s'est rétrécie de cinq points de base si on fait abstraction du rajustement des frais liés au remboursement anticipé de prêts hypothécaires. Comme prévu, les marges des services bancaires aux particuliers et aux entreprises se sont rétrécies. Au Canada, le recul est attribuable à l'évolution des préférences des consommateurs en matière de produits et au contexte concurrentiel. La marge nette d'intérêts du groupe Services d'investissement s'est rétrécie, en raison de la diminution des recouvrements de prêts auparavant classés comme douteux et de l'augmentation des frais d'intérêts découlant du dénouement de contrats de couverture liés à la vente de certains titres de placement.

Le revenu autre que d'intérêts a progressé de 59 millions de dollars, ou de 6 %, comparativement à l'an dernier et il s'établit à 1 106 millions de dollars. Cette augmentation s'explique par la progression du revenu de tous les groupes d'exploitation, particulièrement le groupe Services d'investissement, qui a bénéficié d'une hausse de 52 millions de dollars de ses gains nets sur titres de placement. La hausse des gains nets sur titres de placement est due en partie à une diminution des dévaluations de placements, qui ont totalisé 14 millions de dollars au cours du trimestre alors qu'ils atteignaient 34 millions de dollars un an plus tôt. L'augmentation du revenu a été partiellement neutralisée par les effets de l'affaiblissement du dollar américain et par le rajustement lié aux actions de BMO détenues par des filiales.

Comparativement au quatrième trimestre, le revenu autre que d'intérêts a diminué de 26 millions de dollars, ou de 2 %. L'augmentation des revenus provenant des marchés financiers et celle des gains nets sur les titres de placement n'ont pas suffi à compenser la baisse du revenu du groupe Services d'entreprise, la diminution des revenus de négociation liée à la nouvelle façon de comptabiliser les actions de BMO détenues par des filiales, la diminution des revenus des opérations de titrisation et la réduction attribuable à des facteurs saisonniers, des revenus liés aux transactions des services bancaires aux particuliers et aux entreprises au Canada. Les gains nets sur titres de placement ont augmenté de 32 millions de dollars au cours du trimestre, dont environ 22 millions sont attribuables à la diminution des dévaluations.

Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 1 561 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une diminution de 12 millions, ou de 1 %, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Si on faisait abstraction des 90 millions de dollars dus à l'affaiblissement du dollar américain, les frais seraient supérieurs de 78 millions de dollars, ou de 5 %, à ceux de l'an dernier. Cette augmentation est attribuable à une hausse de 55 millions de dollars des coûts de la rémunération liée au rendement, à l'effet différentiel de 34 millions de dollars des entreprises acquises et à la hausse des coûts des avantages sociaux; ces facteurs ont toutefois été partiellement compensés par la baisse des coûts des salaires, des bureaux et du matériel, grâce à nos efforts de gestion des coûts. Comme nous l'expliquons dans la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints, BMO a commencé, au cours du trimestre, à capitaliser certains frais liés au développement interne de logiciels, ce qui a permis de réduire la rémunération du personnel de 12 millions de dollars et d'ajouter 8 millions de dollars au revenu net.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de dollars, soit de 1 %, par rapport au quatrième trimestre. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné une diminution des frais de 16 millions de dollars. L'augmentation des frais est due à la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement.

Le ratio de productivité s'établit à 65,0 %, soit une amélioration de 290 points de base comparativement au ratio de 67,9 % inscrit un an plus tôt, mais est en hausse de 100 points de base par rapport au ratio de 64,0 % inscrit au quatrième trimestre. Le ratio de productivité avant amortissement de 63,9 % représente une amélioration de 270 points de base par rapport à l'an dernier, mais est en hausse de 80 points de base par rapport au quatrième trimestre. Nous visons une réduction de 150 à 200 points de base de notre ratio de productivité avant amortissement en 2004.

Impôts sur les bénéfices

Comme nous l'expliquons dans la section « Mesures non conformes aux PCGR » à la page 5, BMO rajuste le revenu sur une base d'imposition comparable pour les fins de l'analyse présentée dans ce Rapport de gestion, et effectue un rajustement compensatoire de la provision pour impôts sur les bénéfices. Ainsi, la provision pour impôts sur les bénéfices et les taux connexes sont indiqués sur une base d'imposition comparable dans le présent Rapport de gestion.

La provision pour impôts sur les bénéfices a augmenté de 98 millions de dollars depuis le premier trimestre de l'exercice précédent et de 36 millions depuis le quatrième trimestre; elle se chiffre maintenant à 278 millions de dollars, reflétant ainsi la hausse du revenu net avant impôts sur les bénéfices et celle du taux d'imposition effectif. Le rajustement de 19 millions de dollars des impôts futurs, mentionné précédemment, a haussé le taux d'imposition effectif, le faisant passer de 31,4 % à 33,7 % pour le trimestre; ce taux était de 30,3 % il y a un an et de 31,5 % au quatrième trimestre. En plus de l'incidence du rajustement de 19 millions de dollars, les changements au taux d'imposition effectif sont attribuables au fait qu'une plus grande portion du revenu de ce trimestre provenait de territoires où les taux d'imposition étaient plus élevés, ainsi qu'à l'effet de la hausse du taux d'imposition en Ontario récemment annoncée visant les impôts sur les bénéfices exigibles (5 millions de dollars ou 60 points de base), partiellement neutralisée par l'incidence favorable de cette hausse de taux sur les actifs et les passifs d'impôts futurs (13 millions de dollars ou 160 points de base). Nous continuons à estimer que le taux d'imposition effectif en 2004 sera de 31 % ou 32 % et le considérons comme normal.

BMO couvre le risque de change découlant du montant net de ses investissements dans des établissements à l'étranger en finançant le montant net de l'investissement en dollars américains. Dans le cadre de ce programme, le gain ou la perte provenant des opérations de couverture et le gain ou la perte non matérialisé provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger viennent diminuer ou augmenter les capitaux propres, mais sont habituellement à peu près égaux et se neutralisent. Aux fins de l'impôt sur les bénéfices, le gain ou la perte sur les opérations de couverture entraîne une charge ou un crédit d'impôt sur les bénéfices durant la période en cours, qui vient réduire ou augmenter les bénéfices non répartis, tandis que le gain ou la perte non matérialisé sur le montant net des investissements dans des établissements à l'étranger n'est pas assujéti à l'impôt sur les bénéfices avant la réalisation de ceux-ci. La charge fiscale ou l'avantage fiscal découlant d'un gain ou d'une perte sur des opérations de couverture est tributaire des fluctuations du taux de change d'une période à l'autre. Les pertes sur des opérations de couverture au cours de ce trimestre ont entraîné un recouvrement fiscal de 18 millions de dollars imputé aux bénéfices non répartis. L'état consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres, inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, contient plus de détails à ce sujet.

Bilan

L'actif total s'élève à 265,4 milliards de dollars, soit une progression de 8,9 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2003. Les valeurs mobilières ont augmenté (2,7 milliards de dollars), de même que le solde net des prêts et acceptations (3,4 milliards), les autres actifs (2,0 milliards) et les instruments financiers dérivés (0,9 milliard).

La croissance des valeurs mobilières résulte d'une augmentation de 3,6 milliards de dollars des titres de négociation, partiellement neutralisée par une diminution de 0,9 milliard de dollars des titres de placement. La progression des titres de négociation est attribuable à une augmentation du portefeuille de titres d'administrations publiques canadiennes ainsi qu'à nos secteurs d'activité liés aux swaps d'actions. La baisse des titres de placement est attribuable au recul des titres d'administrations publiques canadiennes. Les gains non matérialisés sur titres de placement ont diminué de 22 millions de dollars depuis la fin de l'exercice précédent, la diminution des gains non matérialisés sur les titres des administrations publiques américaines n'ayant été que partiellement compensée par la progression des gains sur les titres de participation.

La hausse de 3,4 milliards de dollars du solde net des prêts et acceptations est due à une augmentation de 1,7 milliard de dollars des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts à la consommation, tendance qui s'accroît grâce aux faibles taux d'intérêt, et à une augmentation de 1,6 milliard de dollars des titres pris en pension.

L'augmentation de 2,0 milliards de dollars des autres actifs s'explique principalement par une hausse de 1,5 milliard de dollars de la valeur des créances de clients, de négociants et de courtiers ainsi que par une augmentation de 0,6 milliard de dollars des comptes clients, charges payées d'avance et autres éléments.

Le passif total s'est accru de 8,4 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2003, en raison d'une augmentation de 6,5 milliards de dollars des dépôts, d'une progression de 1,1 milliard de dollars des instruments financiers dérivés et d'une hausse de 1,4 milliard de dollars des titres vendus à découvert.

Les dépôts de banques ont augmenté de 1,8 milliard de dollars et continuent à fournir les fonds nécessaires à la croissance des titres de négociation. Les dépôts d'entreprises et d'administrations publiques, qui représentent 43 % du total des dépôts, ont augmenté de 3,6 milliards de dollars. Les dépôts des particuliers, qui ont tendance à être plus stables, ont augmenté de 1,1 milliard de dollars et représentent 42 % du total des dépôts, alors qu'ils en représentaient 43 % au 31 octobre 2003.

Gestion des risques

La provision pour créances irrécouvrables s'établit à 15 millions de dollars pour le trimestre, alors qu'elle s'élevait à 150 millions au premier trimestre de l'an dernier et à 95 millions au quatrième trimestre. Cette diminution résulte de l'amélioration continue du rendement des portefeuilles de prêts de BMO, ainsi que de la réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale, qui reflète également l'amélioration des conditions du marché du crédit. Sur une base annuelle, la provision spécifique de 55 millions de dollars représente 15 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations, y compris les titres pris en pension, alors qu'elle en représentait 39 points de base au premier trimestre de l'exercice précédent et 25 points de base au quatrième trimestre. Sur une base annuelle, la provision totale de 15 millions de dollars représente 4 points de base du solde net moyen des prêts et acceptations.

Nous prévoyons maintenant que nos provisions spécifiques pour créances irrécouvrables ne dépasseront pas 300 millions de dollars pour l'exercice 2004, alors que la cible que nous avons établie à la fin du quatrième trimestre de 2003 était de 500 millions de dollars ou moins.

La qualité de l'actif et le rendement du portefeuille de prêts se sont améliorés au cours du trimestre et nos prévisions quant à la qualité du crédit demeurent positives pour 2004, surtout en raison de la baisse des taux de défaillance des entreprises et de l'amélioration de la conjoncture économique aux États-Unis. BMO n'a pas d'engagements importants à l'égard de secteurs économiques considérés comme particulièrement risqués dans le contexte économique actuel. Néanmoins, nous demeurons à l'affût des facteurs susceptibles d'influer sur la qualité du crédit, notamment : la détérioration accrue du secteur de la production d'électricité aux États-Unis, les conséquences de l'ESB (ou « maladie de la vache folle ») sur les entreprises canadiennes d'élevage de bétail et les secteurs connexes, le conflit du bois d'œuvre entre le Canada et les États-Unis et la poursuite de la montée rapide de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain. Si le dollar américain continue à s'affaiblir de façon importante, cela pourrait influencer sur le portefeuille de prêts aux PME et aux grandes entreprises canadiennes, particulièrement dans les secteurs qui dépendent beaucoup des exportations ou qui font face à une vive concurrence quant aux importations, notamment les industries automobile et forestière.

Le solde brut des prêts douteux totalise 1 786 millions de dollars, après avoir atteint 1 918 millions à la fin du quatrième trimestre. Il représente 1,18 % du solde brut des prêts et acceptations, comparativement à 1,30 % à la fin du quatrième trimestre. Le solde brut des prêts douteux en pourcentage des capitaux propres et de la réserve pour créances irrécouvrables s'est amélioré, passant de 12,2 % à la fin de 2003 à 11,0 % au premier trimestre. Les prêts douteux, après déduction des réserves spécifiques pour créances irrécouvrables, totalisent 1 189 millions de dollars, après avoir atteint 1 313 millions à la fin de l'exercice précédent.

Le solde des nouveaux prêts douteux s'établit à 242 millions de dollars pour le trimestre, en baisse par rapport au solde de 397 millions inscrit au quatrième trimestre. Les radiations totalisent 109 millions de dollars, alors qu'elles s'élevaient à 185 millions.

Les recouvrements de prêts qui avaient été radiés dans des périodes antérieures s'élevaient à 32 millions de dollars, alors qu'ils se chiffraient à 17 millions au premier trimestre de 2003 et à 28 millions au quatrième trimestre.

Au cours du trimestre, nous avons vendu des prêts douteux dont le solde brut s'élevait à 146 millions de dollars et la valeur comptable nette, à 109 millions, pour un produit de 135 millions, ce qui nous a permis de contrepasser des réserves pour créances irrécouvrables précédemment établies de 26 millions de dollars.

La réserve totale pour créances irrécouvrables, qui est constituée de réserves spécifiques et d'une réserve générale, totalisait 1 739 millions de dollars à la fin du trimestre, en baisse de 52 millions par rapport au 31 octobre 2003. Cette baisse résulte d'une réduction globale de 12 millions de dollars des réserves spécifiques et de la réduction de 40 millions de dollars de la réserve générale. La réduction nette des réserves spécifiques est due à une combinaison de facteurs, soit des contrepassations de provisions, des remboursements et des réductions de prêts et des ventes de prêts douteux, ainsi qu'un modeste montant de nouvelles provisions. Compte tenu de la réduction des soldes de prêts aux grandes entreprises, dont les

risques inhérents sont plus élevés, et de l'amélioration des conditions du crédit, nous avons réduit la réserve générale de 40 millions de dollars. La réserve générale représentait 86 points de base de l'actif pondéré en fonction des risques à la fin du trimestre, en baisse par rapport aux 91 points de base inscrits au 31 octobre 2003. La réserve générale, qui couvre toute perte de valeur qui, dans le portefeuille de prêts, ne peut encore être liée à des prêts particuliers, demeure suffisante. Le caractère suffisant et adéquat de la réserve générale continuera à faire l'objet d'un examen trimestriel, comme le stipulent les PCGR. Nous croyons que les réserves totales pour créances irrécouvrables couvrent entièrement les pertes de valeur à l'intérieur des portefeuilles de prêts.

Les portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises, qui sont plus stables, représentent toujours une partie importante de l'ensemble des prêts de BMO, soit 79 %, comparativement à 74 % l'an dernier, ce qui est conforme au ratio constaté à la fin de 2003.

Le cadre de gestion de BMO à l'égard du risque de marché et du risque de liquidité et de financement ainsi que ses principales mesures à l'égard de ces risques sont exposés aux pages 48 à 51 de son Rapport annuel 2003. Au cours du trimestre, nous avons mis en place notre modèle global de valeur à risque aux fins de la gestion des risques et de l'établissement des rapports pour les portefeuilles visés par les activités de négociation et de prise ferme, lesquels sont évalués par référence au marché. Ce modèle reflète mieux les corrélations et compensations qui existent dans et entre diverses catégories de risque de marché, ainsi que les améliorations aux méthodes relatives à des produits de négociation plus complexes. Cela a permis d'abaisser les niveaux de valeur à risque, par rapport au trimestre précédent, en ce qui concerne les portefeuilles visés par les activités de négociation et de prise ferme, évalués par référence au marché. Au cours du trimestre, nous avons soumis ce modèle à l'organisme qui réglemente nos activités et nous attendons son autorisation pour l'appliquer au calcul du capital réglementaire. La réduction du niveau de risque, par rapport au trimestre précédent, en ce qui concerne les portefeuilles visés par les activités de négociation et de prise ferme sur le marché monétaire, lesquels sont assujettis à la comptabilité d'exercice, est également due en majeure partie aux améliorations de nos méthodes de mesure. Autrement, les pratiques en matière de gestion des risques n'ont pas changé de façon importante au cours du trimestre.

Gestion du capital

Le 24 février 2004, BMO a annoncé une hausse de 14 % de son dividende trimestriel sur actions ordinaires, le faisant passer de 0,35 \$ à 0,40 \$. BMO haussait ainsi son dividende pour une douzième année de suite. Cette hausse reflète la solidité de notre assise financière et de notre confiance dans la qualité de notre revenu net et dans notre capacité d'atteindre nos objectifs annuels.

Le ratio du capital de première catégorie de BMO s'est amélioré; il s'établit maintenant à 9,65 %, alors qu'il était de 9,55 % à la fin du dernier exercice et de 9,05 % au premier trimestre de 2003. Le ratio du capital total s'établit à 11,67 %, alors qu'il était de 12,09 % à la fin du dernier exercice et de 12,49 % au premier trimestre de l'an dernier. À compter de ce trimestre, les investissements dans des sociétés d'assurances qui sont des filiales sont déduits pour les fins du calcul du ratio du capital total. Puisque ces investissements sont maintenant considérés comme importants, BMO doit déduire leur montant pour calculer son capital total.

Le 5 août 2003, BMO a annoncé un programme visant à racheter jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires, soit environ 3 % de ses actions ordinaires émises et en circulation, au moyen d'une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités. La période de rachat peut s'étendre jusqu'au 6 août 2004. Au cours du trimestre, BMO a racheté 150 000 actions à un prix moyen de 54,21 \$ l'action, pour une somme totale de 8,1 millions de dollars. Depuis l'inauguration du programme, BMO a racheté 432 800 actions à un prix moyen de 47,51 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 20,6 millions de dollars.

Conventions comptables critiques

Les notes afférentes aux états financiers consolidés vérifiés du 31 octobre 2003 de BMO contiennent un résumé de nos principales conventions comptables. En outre, la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, qui sont joints au présent document, fournit des renseignements sur les changements apportés à certaines conventions comptables importantes depuis le 31 octobre 2003, notamment les changements qui découlent des nouvelles exigences relatives aux sources des PCGR.

Le Rapport annuel 2003 contient, en page 44, des explications sur certaines conventions comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes parce qu'elles exigent de la direction qu'elle prenne des décisions cruciales sur des sujets qui sont parfois imprécis par leur nature même. Nous invitons le lecteur à se reporter au Rapport annuel afin de prendre connaissance de ces explications.

Modification future des conventions comptables

Nous commencerons à mettre en application la nouvelle note d'orientation de l'ICCA concernant la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) le 1^{er} novembre 2004. Les EDDV comprennent les entités de titrisation de la Banque, nos entités de gestion de placements structurés de premier ordre, des fonds d'investissement et des fiducies personnelles dont nous gérons les actifs, nos entités de gestion de titres adossés à des obligations à rendement élevé et les entités de titrisation des clients. La note 8 afférente aux états financiers consolidés vérifiés, à la page 81 du Rapport annuel 2003 de BMO, fournit des renseignements sur ces entités. Au cours du trimestre, nous avons cédé nos droits dans nos titres adossés à des obligations à rendement élevé, sans incidence notable sur le revenu net. Actuellement, notre analyse indique ce qui suit :

- Les nouvelles règles sur la consolidation ne s'appliquent pas aux entités de titrisation de la Banque.
- Nous prévoyons que nos entités de gestion de placements structurés de premier ordre ainsi que les fonds d'investissement et les fiducies personnelles dont nous gérons les actifs n'auront pas à être consolidés.
- Nos ententes avec les entités de titrisation des clients devraient être restructurées avant le 1^{er} novembre 2004, afin que ces entités puissent correspondre aux critères de non-consolidation. À la fin du trimestre, ces entités détenaient des actifs et des passifs d'une valeur approximative de 20 milliards de dollars et elles ont été consolidées le 31 janvier 2004 afin de déterminer les résultats de BMO selon les PCGR des États-Unis pour le trimestre.

Au premier trimestre de 2005, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant la répartition des instruments financiers entre passifs et capitaux propres. Selon ces nouvelles règles, nous prévoyons reclasser dans la dette approximativement 850 millions de dollars en actions privilégiées ainsi que 1 150 millions de dollars en part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Ce changement comptable devrait entraîner une réduction d'environ 45 millions de dollars du revenu net pour l'exercice 2005 et les exercices subséquents en raison du reclassement des dividendes sur actions privilégiées sous les frais d'intérêt. Ce changement n'aura aucune incidence sur le résultat par action ni sur le revenu net afférent aux actions ordinaires puisque les dividendes sur actions privilégiées sont présentement déduits du revenu net pour l'établissement de ces mesures.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2004, ainsi qu'une description de certaines de leurs réalisations.

De temps à autre, il arrive que la responsabilité de certains secteurs d'activité et de certaines unités sous-jacentes soit confiée à d'autres groupes clients afin d'harmoniser la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. Toutes les données comparatives sont reclassées pour tenir compte de ces transferts. La note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints explique comment les éléments de l'état des résultats requérant une répartition sont distribués entre les groupes d'exploitation, y compris la répartition de la provision pour créances irrécouvrables.

Cote de crédit

La cote de crédit de BMO, attribuée par Standard & Poor's (S&P) sur les créances prioritaires, demeure inchangée (AA-), avec une perspective stable. Cette cote, que BMO partage avec une de ses concurrentes, est la meilleure des cotes attribuées aux six grandes banques canadiennes. Notre cote de crédit, attribuée par Moody's sur les créances prioritaires, demeure inchangée (Aa3), avec une perspective stable. Une seule des six grandes banques canadiennes a une cote supérieure à celle de BMO. Les deux cotes de crédit s'appliquent à des émissions de premier ordre et de grande qualité.

État sommaire des résultats et statistiques des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2004

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Groupe PE	Groupe GP	Groupe SI	Services d'entreprise y compris Technologie et solutions	Total consolidé
Revenu net d'intérêts (bic)	837	131	335	(8)	1 295
Revenu autre que d'intérêts	373	340	400	(7)	1 106
Revenu total (bic)	1 210	471	735	(15)	2 401
Provision pour créances irrécouvrables	76	-	44	(105)	15
Frais autres que d'intérêts	761	392	385	23	1 561
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	373	79	306	67	825
Impôts sur les bénéfices (bic)	126	24	94	34	278
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	-	-	14	15
Revenu net - T1-2004	246	55	212	19	532
Revenu net - T4-2003	253	44	188	28	513
Revenu net - T1-2003	221	35	181	(38)	399
Autres statistiques					
Profit économique net	139	23	84	n.s.	238
Rendement des capitaux propres	23,8 %	13,6 %	18,1 %	n.s.	18,3 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	24,6 %	16,6 %	18,1 %	n.s.	19,0 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,9 %	83,3 %	52,4 %	n.s.	65,0 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement	62,2 %	79,7 %	52,4 %	n.s.	63,9 %
Marge nette d'intérêts	2,91 %	10,21 %	0,92 %	n.s.	1,92 %
Capital-actions ordinaire moyen	3 934	1 536	4 382	1 279	11 131
Actif moyen (en milliards de dollars)	114,6	5,1	144,5	3,9	268,1
Effectif - équivalent de durée normale	19 607	5 339	2 131	6 830	33 907

n.s. - non significatif

Groupe particuliers et entreprises

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003		Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003	
Revenu net d'intérêts (bic)	837	5	1 %	(13)	(1 %)
Revenu autre que d'intérêts	373	8	2 %	(22)	(6 %)
Revenu total (bic)	1 210	13	1 %	(35)	(3 %)
Provision pour					
créances irrécouvrables	76	–	–	1	1 %
Frais autres que d'intérêts	761	(19)	(2 %)	(18)	(2 %)
Revenu avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	373	32	9 %	(18)	(4 %)
Impôts sur les bénéfices (bic)	126	7	5 %	(12)	(7 %)
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	1	–	–	1	31 %
Revenu net	246	25	11 %	(7)	(3 %)
Amortissement d'actifs incorporels (après impôts)	7	(1)	(4 %)	–	–
Revenu net avant amortissement	253	24	11 %	(7)	(3 %)
Rendement des capitaux propres	23,8 %		2,5 %		(0,7 %)
Rendement des capitaux propres avant amortissement	24,6 %		2,5 %		(0,6 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	62,9 %		(2,2 %)		0,3 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement	62,2 %		(2,3 %)		0,1 %
Marge nette d'intérêts	2,91 %		(0,16 %)		(0,07 %)
Actif moyen	114 551	7 094	7 %	1 369	1 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net pour le premier trimestre de 2004, qui s'est établi à 246 millions de dollars, a augmenté de 25 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au premier trimestre de 2003 sous l'effet de la croissance du revenu au Canada et de la réduction des frais tant au Canada qu'aux États-Unis. Le revenu net a diminué de 7 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au quatrième trimestre.

Le revenu pour le trimestre a augmenté de 13 millions de dollars, soit de 1 % par rapport au même trimestre de l'exercice précédent, pour se chiffrer à 1 210 millions de dollars. La forte croissance des volumes au Canada et aux États-Unis a été partiellement neutralisée par les effets de la baisse des marges nettes d'intérêts au Canada découlant de la forte concurrence, du creux historique atteint par les taux d'intérêt et de l'évolution des préférences des clients vers les produits à faible marge. Au Canada, nous prévoyons une réduction de la marge nette d'intérêts pour les services bancaires aux particuliers et aux entreprises dans un avenir rapproché, compte tenu des perspectives de faibles taux d'intérêt et de la concurrence du marché. En dépit de la forte croissance des volumes, notre part totale du marché des particuliers au Canada a diminué en raison de la vive concurrence du marché. Aux États-Unis, le revenu des services bancaires aux particuliers et aux entreprises a légèrement fléchi, mais il aurait augmenté de 16 % si le taux de change était demeuré inchangé.

Le revenu a diminué de 3 % par rapport au quatrième trimestre, principalement en raison d'une baisse des revenus liés aux transactions qui sont toujours plus faibles au premier trimestre de l'exercice. Aux États-Unis, le revenu a diminué, car la croissance des volumes a été contrebalancée par la baisse des marges nettes d'intérêts et l'affaiblissement du dollar américain.

Pour le premier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 19 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à l'an dernier, pour se chiffrer à 761 millions de dollars. Au Canada, les coûts des services bancaires aux particuliers et aux entreprises ont baissé de 6 millions de dollars en raison de coûts élevés de la rémunération liée au rendement en 2003. Aux États-Unis, les frais ont fléchi de 13 millions de dollars, ou de 8 %, mais ils auraient augmenté de 9 % si le taux de change était demeuré inchangé.

Par rapport au quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts ont diminué de 2 %, les frais ayant baissé tant au Canada qu'aux États-Unis. L'affaiblissement du dollar américain a contribué au recul.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré, s'établissant à 62,9 %, par rapport à 65,1 % au premier trimestre de 2003, mais il était légèrement supérieur au ratio de 62,6 % du quatrième trimestre. L'amélioration de 219 points de base par rapport à l'an dernier est attribuable aux coûts élevés de la rémunération liée au rendement en 2003. Nous ne prévoyons pas maintenir ce niveau d'amélioration jusqu'à la fin de l'exercice en raison du ralentissement de la croissance du revenu. Le ratio de productivité avant amortissement s'est amélioré de 231 points de base pour s'établir à 62,2 % par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent. Le ratio de productivité avant amortissement des Services bancaires Harris région de Chicago a progressé de 510 points de base par rapport au ratio exceptionnellement élevé du premier trimestre de l'exercice précédent et il est demeuré inchangé par rapport au quatrième trimestre.

La part du revenu net tiré des activités aux États-Unis, comprise dans les résultats ci-dessus, a représenté 11 % du revenu net total enregistré au premier trimestre, comparativement à 10 % un an plus tôt et à 12 % au quatrième trimestre.

Les services bancaires aux entreprises offerts par BMO aux États-Unis visent principalement les moyennes entreprises. Ces comptes sont gérés par BMO et inclus dans les résultats du groupe Services d'investissement, en raison des occasions accrues de vente croisée. Au sein du groupe de référence nord-américain de BMO, ces activités sont généralement intégrées aux services bancaires aux particuliers. Le tableau ci-dessous indique, sur une base pro forma, l'incidence de l'intégration des services bancaires aux moyennes entreprises américaines au groupe Particuliers et entreprises en précisant la répartition géographique des résultats. Il fait état de l'inclusion de revenus de 133 millions de dollars provenant des moyennes entreprises et d'un revenu net de 45 millions de dollars aux résultats des États-Unis pour le trimestre.

Si les résultats des services bancaires aux moyennes entreprises américaines étaient inclus dans les résultats du groupe Particuliers et entreprises, le revenu net tiré des activités aux États-Unis représenterait 25 % du revenu net du groupe pour le trimestre, comparativement à 11 % dans les présents états financiers. Après inclusion des services bancaires aux moyennes entreprises américaines, le revenu des activités aux États-Unis représenterait 25 % du revenu du groupe pour le trimestre, comparativement à 17 % dans les présents états financiers. Sur la même base, le ratio des frais autres que d'intérêts au revenu pour le trimestre s'établirait à 60,0 %, par rapport à 62,9 % dans les présents états financiers.

Groupe Particuliers et entreprises après rajustement pour inclure le marché des moyennes entreprises des États-Unis

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003		Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003	
Canada – revenu	1 004	18	2 %	(24)	(2 %)
États-Unis – revenu	339	(20)	(5 %)	(19)	(5 %)
Revenu total (bic)	1 343	(2)	–	(43)	(3 %)
Canada – revenu net	218	18	9 %	(4)	(2 %)
États-Unis – revenu net	73	1	1 %	(15)	(17 %)
Revenu net total	291	19	7 %	(19)	(6 %)
Canada – rendement des capitaux propres	27,8 %		0,3 %		(2,9 %)
États-Unis – rendement des capitaux propres	15,9 %		3,4 %		0,6 %
Rendement total des capitaux propres	23,5 %		2,5 %		(0,5 %)
Canada – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	60,6 %		(1,6 %)		0,2 %
États-Unis – ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	58,3 %		(2,3 %)		3,5 %
Ratio total des frais autres que d'intérêts au revenu	60,0 %		(1,8 %)		1,0 %

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004, ainsi que le contexte d'exploitation sont décrits aux pages 28 à 32 du rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du premier trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous :

- Le groupe a affiché une forte croissance au Canada où les prêts et acceptations, compte tenu de l'effet cumulatif des opérations de titrisation, ont augmenté de 5,9 milliards de dollars, ou de 6,4 %, par rapport au premier trimestre de 2003, et de 1,0 milliard de dollars, ou de 1,0 %, comparativement au quatrième trimestre de 2003. Les dépôts de particuliers et d'entreprises ont augmenté de 2,6 milliards de dollars, ou de 7,0 %, comparativement à l'an passé et de 0,9 milliard de dollars, ou de 2,4 %, par rapport au quatrième trimestre.
- Au Canada, d'après les données les plus récentes sur la part du marché des prêts de moins de 5 millions de dollars aux petites entreprises, BMO se classe toujours au deuxième rang. Notre part de ce marché s'est toutefois contractée de 16 points de base sur 12 mois, pour s'établir à 19,28 %, soit une baisse de 32 points de base comparativement au quatrième trimestre. Sous l'effet de la forte concurrence d'institutions axant leur démarche sur les prix, notre part du marché des prêts à la consommation et des prêts hypothécaires a baissé de 33 points de base, comparativement à

la même période l'an dernier, pour s'établir à 13,73 %, soit une diminution de 8 points de base par rapport au quatrième trimestre. Notre part du marché des dépôts de particuliers a reculé de 10 points de base, comparativement au premier trimestre de 2003, pour s'établir à 13,37 %, mais elle a augmenté de 3 points de base par rapport au quatrième trimestre.

- BMO Banque de Montréal a lancé son nouveau site Web entièrement remanié et totalement intégré, qui permet aux particuliers et aux entreprises d'effectuer leurs transactions en ligne plus facilement et plus rapidement. Ce site restructuré offre aux clients un point d'accès unique, à partir d'un seul menu, pour effectuer leurs transactions, obtenir des renseignements sur les produits, les services et les taux, et accéder à tous les autres services en ligne offerts par BMO Banque de Montréal.
- Les Services bancaires aux autochtones ont lancé une option novatrice en matière de financement des rénovations domiciliaires, à l'intention des habitants des collectivités des Premières nations. Le Programme de prêts-rénovations destiné aux réserves indiennes de BMO offre aux propriétaires-occupants des prêts à la consommation de 5 000 \$ à 25 000 \$ pour la rénovation de maisons unifamiliales existantes situées à l'intérieur de réserves indiennes. Ce programme vise à accroître l'efficacité énergétique des maisons ou à améliorer le milieu de vie de leurs habitants. Contrairement aux autres programmes, il offre aux membres de ces collectivités la possibilité de financer des travaux de rénovation mineurs même s'ils ne répondent pas aux critères habituels en matière d'octroi de crédit, car les prêts sont garantis par la Première nation.
- En accord avec la priorité que la Banque accorde au service à la clientèle, les Services bancaires aux Asiatiques ont lancé deux initiatives afin d'accroître l'accès de la collectivité asiatique aux services bancaires. Ainsi, les services bancaires en ligne offrent maintenant un nouveau glossaire comprenant une liste complète de termes bancaires et leur équivalent en coréen. De plus, la Banque a ajouté à son site Web une option en caractères chinois simplifiés, ce qui permet aux clients de la Chine continentale de naviguer plus facilement sur le site bmo.com, car ces caractères leur sont plus familiers.
- Le 4 février 2004, après la fin du premier trimestre, les Services bancaires Harris région de Chicago ont annoncé leur projet d'acquisition de la New Lenox State Bank située à Will County, en Illinois. Cette transaction de 228,5 millions de dollars américains, dont la conclusion est prévue à l'été 2004, se traduira par une augmentation de l'actif de 998 millions de dollars et une augmentation des dépôts de 899 millions. Elle ajoutera en outre huit succursales aux 155 succursales existantes de la Harris Bank, y compris celles découlant de l'acquisition de la Lakeland Community Bank qui a été annoncée récemment et dont la conclusion est prévue pour mars. Nous prévoyons ajouter dix autres succursales en 2004.
- Aux États-Unis, les prêts ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou de 18 %, par rapport à l'an dernier, grâce à la forte hausse de 20 % des prêts à la consommation et de 12 % des prêts aux petites entreprises et ce, malgré les conditions de marché difficiles.
- En novembre, les Services bancaires Harris région de Chicago ont terminé avec succès l'implantation d'un système unique de traitement des dépôts d'entreprises qui nous a permis de simplifier nos méthodes administratives, d'améliorer les fonctions offertes aux clients et de fournir une plate-forme commune à tous les marchés des entreprises.

Groupe gestion privée

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003		Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003	
Revenu (bic)	471	21	5 %	18	4 %
Provision pour créances irrécouvrables	—	(1)	(44 %)	—	—
Frais autres que d'intérêts	392	(5)	(1 %)	11	3 %
Revenu avant impôts sur les bénéfiques	79	27	48 %	7	9 %
Impôts sur les bénéfiques (bic)	24	7	32 %	(4)	(15 %)
Revenu net	55	20	55 %	11	25 %
Amortissement des actifs incorporels (après impôts)	11	(3)	(17 %)	1	12 %
Revenu net avant amortissement	66	17	35 %	12	23 %
Rendement des capitaux propres	13,6 %		5,8 %		3,8 %
Rendement des capitaux propres avant amortissement	16,6 %		5,5 %		4,4 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	83,3 %		(4,8 %)		(0,8 %)
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu avant amortissement	79,7 %		(3,4 %)		(0,8 %)
Marge nette d'intérêts	10,21 %		0,81 %		(0,08 %)
Actif moyen	5 092	(702)	(12 %)	(62)	(1 %)

Analyse des résultats financiers

Le revenu net, qui s'établit à 55 millions de dollars, a progressé de 20 millions de dollars, ou de 55 %, par rapport au premier trimestre de 2003. La croissance du revenu dans tous les grands secteurs d'activité, conjuguée aux mesures soutenues de compression des frais de base, s'est traduite par une amélioration de 480 points de base du ratio des frais autres que d'intérêts au revenu. Le revenu net a augmenté de 11 millions de dollars, ou de 25 %, par rapport au quatrième trimestre de 2003. Cette amélioration est attribuable à la hausse des revenus et à un faible taux d'imposition effectif au cours du trimestre.

Le revenu a augmenté de 21 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 471 millions de dollars au premier trimestre, mais la hausse aurait été de 46 millions de dollars, ou de 10 %, si le taux de change des dollars canadien et américain était demeuré inchangé. La croissance du revenu s'explique par la hausse des revenus de commissions sur les montants accrus d'actif sous gestion, l'augmentation des volumes de transactions effectuées par les clients à la faveur du redressement des données fondamentales des marchés et le maintien des mesures productrices de revenu. Comparativement au quatrième trimestre de 2003, le revenu a progressé de 18 millions de dollars, ou de 4 %.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 5 millions de dollars par rapport à l'an dernier, pour s'établir à 392 millions de dollars au premier trimestre, mais ils auraient augmenté de 22 millions de dollars, ou de 6 %, si le taux de change des dollars canadien et américain était demeuré inchangé. La croissance des frais se limite aux frais liés à la croissance du revenu, les frais d'exploitation ayant diminué grâce aux mesures de compression des coûts mises en place l'an dernier. Par rapport au quatrième trimestre de 2003, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 11 millions de dollars, ou de 3 %, en raison surtout des frais liés à la croissance du revenu.

La perte nette de 1 million de dollars enregistrée aux États-Unis au premier trimestre de 2004 représente une amélioration de 13 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2003. Le revenu net avant amortissement se chiffre à 10 millions de dollars. Le revenu a diminué de 6 millions de dollars par rapport à

l'an dernier, mais il aurait augmenté de 19 millions de dollars, ou de 14 %, si le taux de change des dollars canadien et américain était demeuré inchangé. La croissance du revenu est attribuable à l'accroissement des volumes de transactions effectuées par les clients et des revenus de commissions, jumelé à l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les frais ont diminué de 26 millions de dollars par rapport à l'an dernier, mais ils auraient augmenté de 1 million de dollars, ou de 1 %, si le taux de change était demeuré inchangé. Les effets positifs des mesures de compression des coûts de l'an dernier ont contrebalancé la hausse des frais liés à la croissance du revenu. Par rapport au quatrième trimestre de 2003, la perte nette a diminué de 6 millions de dollars.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation sont décrits à la page 33 du rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du premier trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous :

- Le total de l'actif sous gestion et sous administration du groupe, y compris les dépôts à terme, qui se chiffre à 278 milliards de dollars, a augmenté de 12 % par rapport au premier trimestre de 2003, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur l'actif américain et du retrait d'actifs liés à la cessation de la garde intermédiaire de titres pour un client au cours de la période visée. Les revenus tirés de ces services de garde intermédiaire de titres étaient minimes. L'actif a diminué de 1 milliard de dollars selon les états financiers.
- L'actif des clients des services de placement traditionnels et en direct a atteint des niveaux records à la fin du trimestre. L'actif des services de placement traditionnels s'est accru de 19 % sur 12 mois, tandis que l'actif des services de placement en direct a progressé de 32 %, abstraction faite de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur l'actif aux États-Unis.
- Le Groupe de fonds Guardian a augmenté ses ventes nettes de 6 % par rapport au quatrième trimestre de 2003, dépassant l'augmentation de 1 % enregistrée dans l'ensemble du secteur.
- Euromoney Magazine*, l'une des plus éminentes sources européennes d'information sur les services bancaires internationaux, a attribué à BMO Banque privée Harris le titre de meilleure banque privée au Canada. Le sondage d'*Euromoney* visait à déterminer les entreprises reconnues par leurs concurrents et les principaux acteurs de l'industrie comme les chefs de file des services de gestion bancaire privée. BMO Banque privée Harris offre aux Canadiens fortunés un service intégré global. Son équipe spécialisée est composée de spécialistes de diverses disciplines dont les services bancaires, la gestion de placements, la planification successorale, ainsi que les services fiduciaires et philanthropiques.
- BMO Ligne d'action s'est classée au premier rang dans le rapport de Gomez Canada sur les firmes de courtage en direct, pour la quatrième année de suite. La vaste gamme de services et d'outils conçus à l'intention de l'investisseur à long terme qu'offre BMO Ligne d'action lui a valu la première place dans les catégories « planificateurs » et clients de « guichet unique ». Gomez a également souligné les améliorations apportées à la navigation sur le site Web et la qualité constante du service à la clientèle de BMO Ligne d'action.

Groupe services d'investissement

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003		Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003	
Revenu (bic)	735	48	7 %	68	10 %
Provision pour créances irrécouvrables	44	(15)	(25 %)	(13)	(23 %)
Frais autres que d'intérêts	385	20	6 %	59	18 %
Revenu avant impôts sur les bénéfices	306	43	17 %	22	8 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	94	12	15 %	(2)	(3 %)
Revenu net	212	31	17 %	24	14 %
Rendement des capitaux propres	18,1 %		3,8 %		3,3 %
Ratio des frais autres que d'intérêts au revenu	52,4 %		(0,8 %)		3,5 %
Marge nette d'intérêts	0,92 %		(0,11 %)		(0,05 %)
Actif moyen	144 499	2 924	2 %	769	1 %

Analyse des résultats financiers

Le revenu net a atteint la somme record de 212 millions de dollars au premier trimestre de 2004, en hausse de 31 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport à l'an dernier et de 24 millions de dollars, ou de 14 %, comparativement au quatrième trimestre. Cette hausse est attribuable à la croissance du revenu autre que d'intérêts et à la réduction de la provision pour pertes sur prêts découlant de l'amélioration des conditions du crédit.

Pour le premier trimestre, le revenu s'est établi à 735 millions de dollars, en hausse de 48 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'an dernier, le groupe ayant bénéficié de l'amélioration de la conjoncture aux États-Unis et de la remontée des marchés boursiers. Le revenu autre que d'intérêts a augmenté sous l'effet de l'accroissement des volumes de transactions effectuées par les clients dans plusieurs secteurs d'activité, des commissions liées aux montages de financement par actions et de prêts, des revenus de négociation et des revenus découlant de l'inclusion de Harris Nesbitt Gerard (HNG). Le groupe a également profité de l'effet positif de la hausse de 52 millions de dollars des gains nets sur titres de placement. Le revenu net d'intérêts a fléchi par rapport à l'an dernier. Ce repli reflète le rétrécissement des marges dans nos secteurs d'activité sensibles aux taux d'intérêt et la baisse des volumes de prêts aux entreprises. Durant le trimestre, le groupe a réalisé des gains sur la vente de certains titres de placement, mais ces gains ont été en partie annulés par la hausse des frais d'intérêts découlant du dénouement des contrats de couverture liés à ces titres. L'affaiblissement du dollar américain a eu pour effet de réduire la croissance des revenus de 65 millions de dollars, soit de 9 %.

Le revenu s'est accru de 68 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au quatrième trimestre en raison de la croissance du revenu autre que d'intérêts. Les volumes de transactions effectuées par les clients ont poursuivi leur croissance, sous l'effet de l'amélioration des revenus de négociation, de la vigueur persistante des activités de montage de financement par actions, de l'augmentation des commissions tirées des activités de fusion et acquisition et de la hausse de 51 millions de dollars des gains nets sur titres de placement. Le revenu net d'intérêts a légèrement fléchi sous le poids de l'accroissement des frais d'intérêts découlant du dénouement des contrats de couverture susmentionnés et de la hausse au quatrième trimestre des recouvrements au comptant de prêts précédemment classés comme douteux.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 385 millions de dollars au premier trimestre, en hausse de 20 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport à l'an dernier. Cette augmentation est en partie attribuable à l'inclusion de HNG et à l'amélioration des résultats des entreprises. L'affaiblissement du dollar américain a réduit les frais de 31 millions de dollars au premier trimestre. Les frais ont aug-

menté de 59 millions de dollars, ou de 18 %, comparativement au quatrième trimestre, en raison de la hausse des coûts de la rémunération liée au rendement.

Le ratio de productivité du groupe s'est amélioré de 80 points de base par rapport à l'an dernier, et de 350 points de base, comparativement au quatrième trimestre, pour s'établir à 52,4 %. Abstraction faite de l'effet différentiel de l'acquisition de HNG, le ratio s'est amélioré de 310 points de base pour s'établir à 50,1 %.

La part du revenu net provenant des États-Unis représentait 42 % du revenu net du groupe pour le trimestre, par rapport à 31 % au premier trimestre de 2003 et à 38 % au quatrième trimestre. L'affaiblissement du dollar américain continue d'amenuiser la part du revenu net provenant des États-Unis.

Nos services d'investissement aux États-Unis visent surtout les moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires se situe entre 50 millions et 1,0 milliard de dollars américains. À l'heure actuelle, le portefeuille des moyennes entreprises produit 18 % du revenu total du groupe et 40 % du revenu réalisé aux États-Unis. Ces activités sont souvent incluses dans les unités des services bancaires aux particuliers et aux entreprises par le groupe de référence de l'Amérique du Nord. Des résultats pro forma intégrant les résultats de nos activités aux États-Unis dans le secteur des moyennes entreprises à ceux du groupe Particuliers et entreprises sont présentés dans la section correspondante du Rapport de gestion.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Les objectifs et les perspectives du groupe pour l'exercice 2004 et le contexte d'exploitation étaient décrits aux pages 36 à 39 du rapport annuel 2003 de BMO. Les faits marquants et les principales réalisations du premier trimestre dans la poursuite des objectifs de 2004 figurent ci-dessous :

- Au cours du trimestre, BMO Nesbitt Burns a participé à 96 transactions portant sur des titres de créance et de participation canadiens, réunissant 15,1 milliards de dollars. La maison de courtage a fourni des services-conseils à l'égard de quatre transactions de fusion et acquisition annoncées au Canada, dont l'achat de Produits récréatifs Bombardier inc. par une société formée de Bain Capital, de membres de la famille Bombardier et de la Caisse de dépôt et placement du Québec. La vente a été conclue en contrepartie d'une somme totale de 1,1 milliard de dollars. BMO a également fourni des services-conseils à EBX Gold Ltd. dans la transaction de prise de contrôle par Wheaton River Minerals Ltd. d'une valeur d'environ 138 millions de dollars en espèces et en actions.
- BMO Nesbitt Burns a dirigé un consortium de preneurs fermes canadiens pour conclure une entente avec Cott Corporation relativement à l'offre de Thomas H. Lee L.P. de 7 500 000 actions ordinaires de la société sur le marché secondaire à un prix de souscription de 25,25 \$ US l'action.
- Harris Nesbitt, notre banque d'investissement et de services aux grandes entreprises aux États-Unis, a participé à plusieurs transactions importantes. Elle a notamment obtenu le mandat d'agent de syndication pour Unified Western Grocers, Inc. pour laquelle elle a mis sur pied une nouvelle facilité de crédit renouvelable garanti de premier rang de 225 millions de dollars américains. Soulignons également son rôle de conseiller financier auprès d'Edison Mission Energy et de Panda Energy dans le cadre de transactions distinctes ainsi que son rôle de co-chef de file dans le cadre d'une offre subséquente d'actions d'une valeur de 48 millions de dollars pour le compte de KCS Energy.
- Harris Nesbitt Gerard a tenu en novembre sa conférence annuelle *Playtime* destinée aux investisseurs. Le programme de cette année comprenait des présentations par Electronic Arts, Mattel, Microsoft, Nokia, Toys « R » Us et Viacom, de même qu'une entrevue en personne avec le chef de la direction de Disney, Michael

Eisner. Plus de 650 participants et 29 entreprises, dont des sociétés américaines et canadiennes ayant une relation de longue date avec BMO ou Harris, ont pris part à cette conférence. En décembre, 60 sociétés ont participé à la troisième conférence annuelle sur les soins de santé présentée par HNG. Plus de 400 participants, y compris des clients des services d'investissement et des services bancaires, ont entendu les allocutions prononcées par des hauts dirigeants de sociétés des secteurs de la biotechnologie, de la technologie médicale, des produits pharmaceutiques et des services de soins de santé.

- Au cours du trimestre, Harris Nesbitt Gerard a agi comme co-chef de file dans le cadre de sept offres subséquentes d'actions totalisant plus de 970 millions de dollars américains, y compris une offre de 430 millions de dollars américains pour CapitalSource et une autre de 155 millions de dollars américains pour Carmike

Cinemas. Le groupe a également été le co-chef de file dans le cadre d'une transaction portant sur des titres à revenu en dépôt (IDS) de 225 millions de dollars américains pour Volume Services America, une première aux États-Unis. De plus, HNG a mené à terme trois placements privés pour le compte de sociétés de soins de santé et offert des services-conseils à l'égard de la vente d'une société technologique et du dessaisissement de la division des soins de santé de la société General Electric.

- Le groupe Titrisation a embauché six spécialistes des titres adossés à des créances mobilières à Dallas au cours du trimestre. L'équipe a pour mandat d'élargir la gamme de produits du groupe en ajoutant à la gamme actuelle de produits de Harris Nesbitt des produits de financement à terme pour des titres adossés à des créances mobilières des secteurs privé et public.

Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	T1-2004	Augmentation/ (Diminution) c. T1-2003		Augmentation/ (Diminution) c. T4-2003	
Revenu (bic)	(15)	1	14 %	(61)	(+100 %)
Provision pour créances irrécouvrables	(105)	(119)	(+100 %)	(68)	(+100 %)
Frais autres que d'intérêts	23	(8)	(28 %)	(36)	(62 %)
Revenu avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	67	128	+100 %	43	+100 %
Impôts sur les bénéfices (bic)	34	72	+100 %	54	+100 %
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	14	(1)	(9 %)	(2)	(10 %)
Revenu net	19	57	+100 %	(9)	(33 %)

Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les entités qui offrent à BMO Groupe financier une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans des domaines tels que la planification stratégique, le droit, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Les Services d'entreprise gèrent aussi les revenus et les frais liés à certaines opérations de titrisation, les opérations de couverture visant les revenus nets de sources étrangères, de même que les activités liées à la gestion de certains postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de BMO.

Analyse des résultats financiers

Les résultats d'exploitation du groupe Technologie et solutions sont inclus dans ceux des Services d'entreprise aux fins de la présentation de l'information. Les coûts des services fournis par le groupe sont transférés aux groupes clients (PE, GP et SI) et seuls les écarts relativement mineurs sont retenus dans les résultats du groupe Technologie et solutions. Les résultats de la présente section correspondent donc en grande partie aux résultats des activités des Services d'entreprise.

Le revenu net au premier trimestre s'est chiffré à 19 millions de dollars, en hausse de 57 millions de dollars par rapport à l'an dernier. Cette augmentation s'explique par l'incidence de 18 millions de dollars des quatre éléments dont il a été question dans la section portant sur le revenu net à la page 6. Le reste de la hausse tient à la réduction de la provision spécifique pour créances irrécouvrables.

Le recul de 9 millions de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2003 s'explique par la diminution des revenus et l'augmentation des impôts sur les bénéfices qui ont plus que neutralisé l'amélioration de la provision pour créances irrécouvrables.

Le revenu est demeuré relativement inchangé par rapport au premier trimestre de 2003. Le revenu s'est replié de 61 millions de dollars par rapport au quatrième trimestre en raison de la baisse du revenu net provenant des activités de placement, en partie neutralisée par l'incidence de 16 millions de dollars des modifications aux conventions comptables dont il a été question à la page 6.

Les frais autres que d'intérêts ont diminué de 8 millions de dollars par rapport à l'an dernier et de 36 millions de dollars comparativement au quatrième trimestre, ce qui reflète la baisse des coûts des indemnités de départ et l'importance continue accordée à la compression des coûts.

Les écarts entre les provisions imputées aux groupes clients, qui sont calculées selon la méthode de la perte prévue, et les provisions pour créances irrécouvrables pour la période, calculées pour l'ensemble de l'organisation conformément aux PCGR, sont attribués aux Services d'entreprise.

Technologie et solutions

Le groupe Technologie et solutions assure, pour le compte de BMO Groupe financier, la gestion, le soutien et la direction des services de technologie de l'information, une capacité de traitement, des services d'impartition ainsi que l'exécution d'opérations immobilières. Nous axons nos efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation, qui visent à maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficience de l'exploitation pour accroître la valeur pour les actionnaires.

Faits marquants et réalisations du trimestre

Le groupe Technologie et solutions vise l'augmentation de la rentabilité par la mise en application des technologies et des processus les plus efficaces possible au sein de BMO. Voici les faits marquants et réalisations du premier trimestre de 2004 du groupe :

- Nous avons entrepris deux autres projets d'amélioration du processus ITIL (*Information Technology Information Library*) pour les unités Gestion du changement et Configuration. Ces normes reconnues par l'industrie continuent de contribuer à l'amélioration de la productivité et de l'efficacité opérationnelle en diminuant les coûts et en augmentant notre capacité d'intégrer les changements plus rapidement tout en maintenant nos normes de qualité.
- Prenant appui sur l'environnement normalisé des ordinateurs de bureau Connexion BMO lancé en 2003, le Portail des employés a vu le jour en janvier. Ce portail fournit aux employés de l'information, des outils et des applications Internet conçus en fonction de leur rôle au sein de BMO, par l'intermédiaire d'une nouvelle infrastructure intranet de Microsoft. Environ 5 000 utilisateurs finals des Services bancaires en direct, des Services bancaires aux entreprises et des Services de soutien du groupe Gestion privée ont maintenant accès à cette passerelle de communication stratégique et à un système de diffusion de contenu.

États financiers consolidés

État consolidé des résultats

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
Revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts (note 2)	1 715 \$	1 708 \$	1 773 \$	1 710 \$	1 779 \$
Valeurs mobilières	392	389	411	407	394
Dépôts à d'autres banques	105	98	83	79	96
	2 212	2 195	2 267	2 196	2 269
Frais d'intérêts					
Dépôts	721	725	770	707	755
Dettes subordonnées	50	54	56	60	65
Autres passifs	184	179	218	222	217
	955	958	1 044	989	1 037
Revenu net d'intérêts	1 257	1 237	1 223	1 207	1 232
Provision pour créances irrécouvrables (note 3)	15	95	90	120	150
Revenu net d'intérêts après provision pour créances irrécouvrables	1 242	1 142	1 133	1 087	1 082
Revenu autre que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	271	259	228	195	212
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	187	194	194	183	185
Revenus de négociation (note 2)	50	52	78	85	60
Commissions sur prêts	77	75	73	69	76
Frais de services de cartes	79	88	79	64	59
Gestion de placements et garde de titres	75	75	75	74	79
Revenus tirés de fonds d'investissement	88	84	80	77	80
Revenus de titrisation	43	56	54	60	74
Commissions de prise ferme et de consultation	87	66	69	64	69
Gains (pertes) sur titres de placement	40	8	12	(45)	(16)
Revenus de change autres que de négociation	40	43	45	39	33
Revenus d'assurance	31	31	31	29	33
Autres revenus	38	101	66	63	103
	1 106	1 132	1 084	957	1 047
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts	2 348	2 274	2 217	2 044	2 129
Frais autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel (notes 2 et 4)	953	943	869	844	922
Bureaux et matériel	302	321	301	315	327
Amortissement des actifs incorporels	26	23	26	26	30
Autres frais	280	258	289	299	294
Total des frais autres que d'intérêts	1 561	1 545	1 485	1 484	1 573
Revenu avant provision pour impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	787	729	732	560	556
Impôts sur les bénéfices	240	200	212	135	141
	547	529	520	425	415
Part des actionnaires sans contrôle dans des filiales	15	16	16	16	16
Revenu net	532 \$	513 \$	504 \$	409 \$	399 \$
Dividendes sur actions privilégiées	19 \$	20 \$	21 \$	20 \$	21 \$
Revenu net afférent aux actions ordinaires	513 \$	493 \$	483 \$	389 \$	378 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	501 218	498 934	496 830	495 336	493 702
Nombre moyen d'actions ordinaires compte tenu des titres dilutifs (en milliers)	515 683	511 151	507 156	505 412	504 309
Résultat par action (en dollars canadiens)					
De base	1,02 \$	0,99 \$	0,97 \$	0,78 \$	0,77 \$
Dilué	1,00	0,97	0,95	0,77	0,75
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,35	0,35	0,33	0,33	0,33

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Bilan consolidé

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

	Au				
	31 janvier 2004	31 octobre 2003	31 juillet 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
Actif					
Encaisse	19 762 \$	19 860 \$	19 664 \$	15 442 \$	14 820 \$
Valeurs mobilières					
Titres de placement	18 730	19 660	20 051	19 039	18 703
Titres de négociation	38 730	35 119	33 945	33 325	31 055
Substituts de prêts	11	11	6	17	17
	57 471	54 790	54 002	52 381	49 775
Prêts					
Prêts hypothécaires à l'habitation	53 098	52 095	50 830	48 661	47 957
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	22 411	22 103	21 948	21 498	21 287
Prêts sur cartes de crédit	3 363	2 967	2 904	2 807	2 455
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	52 314	51 889	52 981	56 055	57 713
Titres pris en pension	14 893	13 276	14 050	17 175	15 033
	146 079	142 330	142 713	146 196	144 445
Engagements de clients aux termes d'acceptations	5 243	5 611	6 460	6 463	6 272
Réserve pour créances irrécouvrables (note 3)	(1 737)	(1 785)	(1 898)	(1 935)	(1 947)
	149 585	146 156	147 275	150 724	148 770
Autres actifs					
Instruments financiers dérivés	22 095	21 216	21 931	24 826	24 575
Bureaux et matériel	2 027	2 045	2 069	2 088	2 135
Écarts d'acquisition	1 343	1 334	1 388	1 373	1 424
Actifs incorporels	567	589	668	686	754
Actifs divers	12 544	10 504	10 688	10 408	12 353
	38 576	35 688	36 744	39 381	41 241
Total de l'actif	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$	254 606 \$
Passif et capitaux propres					
Dépôts					
Banques	26 584 \$	24 755 \$	26 091 \$	22 891 \$	17 850 \$
Entreprises et administrations publiques	75 951	72 405	69 289	66 689	68 703
Particuliers	75 534	74 391	75 522	75 855	76 102
	178 069	171 551	170 902	165 435	162 655
Autres passifs					
Instruments financiers dérivés	21 802	20 715	21 152	24 728	24 426
Acceptations	5 243	5 611	6 460	6 463	6 272
Titres vendus à découvert	9 669	8 255	8 307	8 635	8 393
Titres mis en pension	23 712	23 765	23 506	25 793	25 769
Passifs divers	11 503	11 259	12 061	11 639	11 273
	71 929	69 605	71 486	77 258	76 133
Dette subordonnée	2 460	2 856	2 907	3 175	3 760
Capitaux propres					
Capital-actions (note 5)	5 197	5 108	5 089	5 023	5 021
Surplus d'apport (note 2)	20	3	2	1	-
Gain (perte) de change non matérialisés nets	(178)	(195)	41	97	323
Bénéfices non répartis	7 897	7 566	7 258	6 939	6 714
	12 936	12 482	12 390	12 060	12 058
Total du passif et des capitaux propres	265 394 \$	256 494 \$	257 685 \$	257 928 \$	254 606 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des modifications survenues dans les capitaux propres

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

31 janvier 2004 31 janvier 2003

Actions privilégiées

Solde au début de la période	1 446 \$	1 517 \$
Rajustement au titre de la conversion d'actions émises en devises (note 2)	–	(11)
Solde à la fin de la période	1 446	1 506

Actions ordinaires

Solde au début de la période	3 662	3 459
Actions émises en vertu des régimes de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destinés aux actionnaires	14	11
Actions émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions	75	42
Actions émises en échange d'actions de filiales	1	3
Actions rachetées aux fins d'annulation (note 5)	(1)	–
Solde à la fin de la période	3 751	3 515

Surplus d'apport

Solde au début de la période	3	–
Frais liés aux options d'achat d'actions (note 4)	2	–
Gain sur actions de trésorerie, déduction faite des impôts sur les bénéfices applicables (note 2)	15	–
Solde à la fin de la période	20	–

Gain (perte) de change non matérialisés nets

Solde au début de la période	(195)	419
Gain (perte) non matérialisés provenant de la conversion du montant net des investissements dans des établissements à l'étranger	50	(266)
Gain (perte) sur des opérations de couverture	(51)	267
Impôts sur les bénéfices	18	(97)
Solde à la fin de la période	(178)	323

Bénéfices non répartis

Solde au début de la période	7 566	6 499
Revenu net	532	399
Dividendes – Actions privilégiées	(19)	(21)
– Actions ordinaires	(175)	(163)
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 5)	(7)	–
Solde à la fin de la période	7 897	6 714
Total des capitaux propres	12 936 \$	12 058 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

État consolidé des flux de trésorerie

(non vérifié) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trois mois terminés le

	31 janvier 2004	31 janvier 2003
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Revenu net	532 \$	399 \$
Rajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation		
Dévaluation des titres de placement	14	34
(Gain) net à la vente de titres de placement	(54)	(18)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(3 735)	(8 628)
Provision pour créances irrécouvrables	15	150
Gain à la vente de prêts titrisés	(33)	(44)
Variation des instruments financiers dérivés		
Augmentation des actifs dérivés	(879)	(2 467)
Augmentation des passifs dérivés	1 087	2 331
Amortissement des bureaux et du matériel	89	97
Amortissement des actifs incorporels	26	33
Charge d'impôts futurs	81	20
Augmentation (diminution) nette des impôts sur les bénéfices exigibles	(905)	11
Variation des intérêts courus		
(Augmentation) diminution des intérêts à recevoir	(7)	42
Augmentation (diminution) des intérêts à payer	10	(71)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(1 499)	(1 738)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 258)	(9 849)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation nette des dépôts	6 518	817
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 414	739
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension	(53)	973
Augmentation nette du passif des filiales	13	148
Remboursement de dette subordonnée	(400)	–
Produit de l'émission d'actions ordinaires	89	53
Produit de la vente d'actions de trésorerie	149	–
Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation	(8)	–
Dividendes versés	(195)	(184)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités de financement	7 527	2 546
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
(Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	(528)	3 209
Achat de titres de placement	(7 399)	(6 739)
Échéances de titres de placement	3 186	6 746
Produit de la vente de titres de placement	5 330	2 215
(Augmentation) diminution nette des prêts, des engagements de clients aux termes d'acceptations et des substituts de prêts	(1 939)	89
Produit de la titrisation de prêts	145	–
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension	(1 617)	631
Bureaux et matériel – achats nets	(71)	(66)
Acquisitions	(2)	(58)
Montant net des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 895)	6 027
Diminution nette des espèces et quasi-espèces	(626)	(1 276)
Espèces et quasi-espèces au début de la période	2 515	3 701
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	1 889 \$	2 425 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés en font partie intégrante.

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la présente période.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004 (non vérifié)

Note 1 Normes de présentation

Les présents états financiers consolidés doivent être lus conjointement avec nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, tels qu'ils figurent aux pages 70 à 101 de notre Rapport annuel 2003. Les présents états financiers consolidés ont été dressés en conformité avec les principes comptables générale-

ment reconnus (PCGR) du Canada, selon les conventions comptables et méthodes de calcul utilisées pour nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, sous réserve de ce qui est décrit à la note 2.

Note 2 Modification des conventions comptables

Sources des PCGR

Le 1^{er} novembre 2003, nous avons adopté de nouvelles règles comptables de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, lesquelles fournissent des lignes directrices sur les sources à consulter lorsqu'il s'agit de choisir des conventions comptables pour des questions qui ne sont pas traitées expressément dans les normes comptables canadiennes.

Pour donner suite à l'adoption de ces nouvelles règles, nous avons apporté les modifications suivantes à nos conventions comptables :

a) Frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires

Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous constatons les frais liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires dans le revenu au moment du remboursement ou de la renégociation des prêts en question. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces frais étaient reportés et amortis par imputation au revenu sur le terme à courir moyen des prêts hypothécaires visés. En conformité avec la nouvelle règle, le solde d'ouverture des frais reportés liés au remboursement anticipé des prêts hypothécaires a été comptabilisé dans le revenu. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une hausse du revenu d'intérêts, de dividendes et de commissions (au titre des prêts) de 42 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 15 millions de dollars et une hausse du revenu net de 27 millions de dollars. Cette modification a également eu pour effet de hausser nos résultats par action (de base et dilué) de 0,05 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

b) Actions de trésorerie

Depuis le 1^{er} novembre 2003, les achats et les ventes d'actions de la Banque de Montréal par des filiales sont comptabilisés dans les capitaux propres. Avant le 1^{er} novembre 2003, ces actions étaient inscrites à la valeur marchande dans les titres de négociation, et les dividendes s'y rapportant, ainsi que les gains et pertes matérialisés et non matérialisés, étaient inclus dans les revenus de négociation. L'incidence de cette modification sur nos états financiers consolidés a été la suivante : une réduction du revenu autre que d'intérêts

(au titre des revenus de négociation) de 26 millions de dollars, une réduction des impôts sur les bénéfices de 10 millions de dollars et une réduction du revenu net de 16 millions de dollars, ainsi qu'une hausse correspondante du surplus d'apport et des bénéfices non répartis, respectivement de 15 millions et de 1 million de dollars. Cette modification a également eu pour effet de réduire nos résultats par action (de base et dilué) de 0,03 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

c) Frais de développement de logiciels

Depuis le 1^{er} novembre 2003, certains frais liés au développement interne de logiciels sont capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels, soit sur une durée de trois à cinq ans. Avant le 1^{er} novembre 2003, seuls certains frais externes liés à des logiciels développés au sein de l'entreprise étaient capitalisés et amortis sur la durée de vie utile estimative de ces logiciels. L'incidence de cette modification sur notre état consolidé des résultats a été la suivante : une réduction des frais autres que d'intérêts (au titre de la rémunération du personnel) de 12 millions de dollars, une hausse des impôts sur les bénéfices de 4 millions de dollars et une hausse du revenu net de 8 millions de dollars. Cette modification a également eu pour effet de hausser nos résultats par action (de base et dilué) de 0,02 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

d) Actions privilégiées

Depuis le 1^{er} novembre 2003, nous ne modifions plus le taux auquel nos actions privilégiées en dollars américains sont converties en dollars canadiens. Avant le 1^{er} novembre 2003, nous convertissions ces actions en utilisant le taux de change en vigueur à la fin de la période. Cette modification n'a pas eu d'incidence importante pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004.

Nous poursuivons notre évaluation des répercussions de ces nouvelles règles comptables, principalement en ce qui a trait à notre pratique actuelle qui consiste à compenser certains actifs et certains passifs dans notre bilan consolidé.

Note 3 Réserve pour créances irrécouvrables

La réserve pour créances irrécouvrables inscrite à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons adéquat pour éponger les pertes sur les créances irrécouvrables liées à nos prêts, aux engagements de clients aux termes d'acceptations et à nos autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit et aux garanties est comptabilisée dans les autres passifs inscrits à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre réserve pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003
Solde au début de la période	1 791 \$	1 949 \$
Provision pour créances irrécouvrables		
Spécifiques	55	150
Générale	(40)	–
Recouvrements	32	17
Radiations	(109)	(152)
Écarts de change et autres	10	(17)
Solde à la fin de la période	1 739 \$	1 947 \$
Comprend : Prêts	1 737 \$	1 947 \$
Autres instruments de crédit	2	–

Note 4 Rémunération du personnel**Options d'achat d'actions**

Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2004, nous avons consenti 1 644 400 options d'achat d'actions. La moyenne pondérée de la juste valeur de ces options était de 10,63 \$ l'option et a été déterminée au moyen d'un modèle trinomial d'évaluation d'options, en nous fondant sur les moyennes pondérées suivantes des hypothèses retenues :

Pour les options consenties au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2004

Rendement prévu des actions	2,6 %
Volatilité prévue du cours des actions	23,2 %
Taux de rendement sans risque	4,8 %
Période prévue jusqu'à l'exercice des options	7,1 ans

Le tableau ci-joint montre quelle aurait été l'incidence sur notre revenu net et sur nos résultats par action, si nous avions comptabilisé les frais de rémunération du personnel au cours de cette période et des périodes précédentes en nous fondant sur la juste valeur de toutes nos options d'achat d'actions en cours à la date à laquelle elles ont été consenties :

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trois mois terminés le	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003
Frais liés aux options d'achat d'actions inclus dans les frais de rémunération du personnel	2 \$	– \$1)
Revenu net, selon les états financiers	532 \$	399 \$
Frais supplémentaires si nous avions comptabilisé toutes les options d'achat d'actions en cours consenties avant le 1 ^{er} novembre 2002	10	11
Revenu net pro forma	522 \$	388 \$
Résultat par action (en dollars canadiens)		
De base, selon les états financiers	1,02 \$	0,77 \$
De base, pro forma	1,00	0,74
Dilué, selon les états financiers	1,00	0,75
Dilué, pro forma	0,97	0,73

1) Montant inférieur à 1 million de dollars.

Charges liées aux prestations de retraite et aux autres avantages sociaux futurs

Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004, nous avons comptabilisé une charge de 59 millions de dollars liée aux prestations de retraite et une charge de 15 millions de dollars liée aux autres avantages sociaux futurs des employés. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2003, ces charges étaient respectivement de 47 millions de dollars et de 13 millions de dollars.

Note 5 | Capital-actions

Le 8 août 2003, nous avons présenté une offre publique de rachat dans le cours normal de nos activités, qui sera en vigueur pendant une année. En vertu de cette offre, nous pouvons racheter jusqu'à 15 000 000 de nos actions ordinaires, soit environ 3 % de nos actions ordinaires en circulation. Au cours des trois mois terminés le 31 janvier 2004, nous avons racheté 150 000 actions, à un prix moyen de 54,21 \$ l'action, ce qui représente une somme totale de 8 millions de dollars.

Modification future des conventions comptables

Le 1^{er} novembre 2004, nous adopterons de nouvelles règles comptables concernant le classement des instruments financiers dans le passif ou dans les capitaux propres. Selon ces nouvelles règles, nous prévoyons reclasser dans la dette environ 850 millions de dollars provenant des actions privilégiées et 1 150 millions de dollars provenant de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales. Cette modification entraînera sur notre état consolidé des résultats, une hausse des frais d'intérêts d'environ 120 millions de dollars, une réduction de la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales d'environ 45 millions de dollars (après impôts), une réduction des impôts sur les bénéfices d'environ 30 millions de dollars et une réduction du revenu net d'environ 45 millions de dollars, pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2005. Cette modification n'aura aucune incidence sur nos résultats par action ou sur le revenu net afférent aux actions ordinaires.

Actions en circulation a)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

31 janvier 2004

	Nombre	Montant	Convertibles en...
Actions privilégiées			
Catégorie B – Série 3	16 000 000	400 \$	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 4	8 000 000	200	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 5	8 000 000	200	–
Catégorie B – Série 6	10 000 000	250	actions ordinaires b)
Catégorie B – Série 10 c)	12 000 000	396	actions ordinaires b)
		1 446	
Actions ordinaires	502 429 582	3 751	–
Total du capital-actions en circulation		5 197 \$	
Options émises en vertu des régimes d'options d'achat d'actions			
		s.o.	34 216 949 actions ordinaires

a) Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2003, aux pages 90 et 91 de notre Rapport annuel 2003.

b) Le nombre d'actions pouvant être émises en vertu de la conversion ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

c) Valeur nominale de 300 millions de dollars américains.

s.o. – sans objet

Note 6 | Principes comptables généralement reconnus des États-Unis

Si les présents états financiers consolidés avaient été établis selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) des États-Unis, le revenu net consolidé aurait été de 405 millions de dollars, le résultat de base par action aurait été de 0,77 \$ et le résultat dilué par action aurait été de 0,75 \$ pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004. Pour les trois mois terminés le 31 janvier 2003, ils auraient été, respectivement, de 388 millions de dollars, 0,74 \$ et 0,73 \$.

Le 31 janvier 2004, nous avons adopté une nouvelle norme comptable découlant des PCGR des États-Unis sur la comptabilisation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). En vertu de cette nouvelle norme, nous devons consolider ces EDDV si, en raison de nos investissements dans ces entités ou de nos liens avec elles, nous courons le risque de subir la majorité de leurs pertes prévues ou nous avons la possibilité de bénéficier de la majorité de leurs rendements résiduels prévus, selon une méthode de calcul déterminée par les organismes de normalisation. Ce changement de convention comptable a accru notre actif total et notre passif total, respectivement de 22 056 millions de dollars et 22 154 millions de

dollars, tandis que le rajustement unique relatif à la transition réduisait notre revenu net, notre résultat de base par action et notre résultat dilué par action, respectivement de 98 millions de dollars, 0,20 \$ et 0,19 \$, aux fins des normes de présentation des PCGR des États-Unis. Ce rajustement de transition est lié aux pertes non matérialisées sur les swaps de taux d'intérêt détenus par nos EDDV pour couvrir leur risque lié aux fluctuations des taux d'intérêt. Ces instruments dérivés ont été comptabilisés comme des instruments dérivés de couverture selon les PCGR du Canada, mais ils ne répondaient pas aux conditions précises de la comptabilité de couverture des PCGR des États-Unis au cours des périodes précédentes. En conséquence, même s'ils sont efficaces comme couvertures économiques, ils doivent être comptabilisés à la valeur marchande en vertu des PCGR des États-Unis. Le passif lié à ces pertes non matérialisées sera contrepassé, entraînant une hausse correspondante du revenu net, sur le reste de la durée des swaps, soit de 2004 à 2015, aux fins des normes de présentation des PCGR des États-Unis.

Note 7 | Segmentation opérationnelle et géographique**Revenu, revenu net et actif moyen par groupe d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Particuliers et entreprises a)		Gestion privée b)		Services d'investissement c)		Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions d)		Total consolidé	
	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003	31 janvier 2004	31 janvier 2003
Pour les trois mois terminés le										
Revenu net d'intérêts et revenu autre que d'intérêts e)										
Canada	983 \$	966 \$	324 \$	297 \$	362 \$	311 \$	(3) \$	(46) \$	1 666 \$	1 528 \$
États-Unis	206	211	144	150	336	330	(40)	24	646	715
Autres pays	21	20	3	3	37	46	28	6	89	75
Total	1 210 \$	1 197 \$	471 \$	450 \$	735 \$	687 \$	(15) \$	(16) \$	2 401 \$	2 318 \$
Revenu net										
Canada	201 \$	184 \$	54 \$	48 \$	108 \$	100 \$	65 \$	(32) \$	428 \$	300 \$
États-Unis	28	21	(1)	(14)	88	56	(64)	9	51	72
Autres pays	17	16	2	1	16	25	18	(15)	53	27
Total	246 \$	221 \$	55 \$	35 \$	212 \$	181 \$	19 \$	(38) \$	532 \$	399 \$
Actif moyen (en milliards de dollars)										
Canada	98,0 \$	90,9 \$	1,5 \$	1,6 \$	79,5 \$	72,4 \$	(3,4) \$	(3,7) \$	175,6 \$	161,2 \$
États-Unis	16,1	16,3	3,6	4,1	43,0	53,3	7,4	8,5	70,1	82,2
Autres pays	0,4	0,2	0,0	0,1	22,0	15,9	0,0	0,1	22,4	16,3
Total	114,5 \$	107,4 \$	5,1 \$	5,8 \$	144,5 \$	141,6 \$	4,0 \$	4,9 \$	268,1 \$	259,7 \$
Écarts d'acquisition (au)	407 \$	448 \$	856 \$	915 \$	77 \$	58 \$	3 \$	3 \$	1 343 \$	1 424 \$

a) Le groupe Particuliers et entreprises (groupe PE) du Canada offre une gamme complète de produits et services financiers par l'intermédiaire de circuits de services bancaires en direct, comme ses succursales, ses services bancaires par téléphone, les services bancaires en ligne du site bmo.com et son réseau de guichets automatiques. Les Services bancaires Harris région de Chicago répondent aux besoins des particuliers et des petites et moyennes entreprises, en leur proposant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise d'un réseau de banques locales qui misent sur leur connaissance des collectivités et leur engagement auprès d'elles.

b) Le groupe Gestion privée (groupe GP) réunit tous les services de gestion de patrimoine de la Banque. Présent au Canada et aux États-Unis, le groupe GP sert une grande diversité de segments de clientèle en Amérique du Nord, qui vont du marché grand public aux clients à valeur nette très élevée en passant par certains segments choisis de clients institutionnels. Le groupe GP offre à sa clientèle une vaste gamme de produits et services de gestion de patrimoine, notamment des services de placement traditionnels et en direct, des services de gestion privée et des produits de placement, fournissant ainsi aux investisseurs les outils nécessaires pour se constituer un actif financier, le préserver et le faire fructifier.

c) Le groupe Services d'investissement (groupe SI) englobe tous les secteurs d'activité qui offrent des services aux grandes entreprises, aux institutions et aux administrations publiques. Au Canada, le groupe sert une clientèle composée de grandes entreprises et d'institutions œuvrant dans un large éventail de secteurs. Aux États-Unis, il offre ses services aux moyennes entreprises et aux institutions dans des secteurs choisis. Le groupe assure également la prestation de services auprès d'institutions et d'administrations publiques du Royaume-Uni, d'Europe et d'Asie. Il offre une gamme complète de services financiers, notamment en matière de trésorerie, de gestion de fonds, de change, de financement du commerce international, de crédit aux grandes entreprises, de titrisation et de prise ferme de titres d'emprunt et de participation dans les secteurs public et privé. En plus de ses services-conseils dans le domaine des fusions et acquisitions, ainsi qu'en matière de restructuration, le groupe met à la disposition de ses clients investisseurs des services de recherche, de vente et de négociation.

d) Le groupe Services d'entreprise comprend diverses unités internes qui offrent à la Banque une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans les domaines tels que la planification stratégique, la législation, les finances, la vérification interne, la gestion des risques, les communications, l'économie, les ressources humaines et l'apprentissage. Les résultats d'exploitation du groupe comprennent les revenus et les frais liés à certaines activités de titrisation, aux opérations de couverture visant les revenus de sources étrangères et aux activités relevant de la gestion de certains

postes du bilan et de la structure globale de l'actif et du passif de la Banque. Le groupe Technologie et solutions assure à la Banque des services de gestion, de soutien et d'administration en matière de technologie de l'information, de traitement, d'opérations immobilières et d'impartition. Le groupe axe ses efforts sur les priorités établies à l'échelle de l'organisation et harmonise les normes d'infrastructure et de service communes afin de maximiser la qualité, l'efficacité et l'efficacité de l'exploitation. Les données du groupe Services d'entreprise, y compris Technologie et solutions, comprennent les frais et les revenus résiduels représentant l'écart entre les montants réellement engagés et les montants affectés à chaque groupe d'exploitation.

e) Sur une base d'imposition comparable, qui représente un rajustement du revenu d'intérêts ayant pour effet de porter le revenu exonéré d'impôt gagné sur les actions ordinaires et privilégiées à un montant qui, s'il avait été imposé au taux réglementaire, serait équivalent au revenu net après impôts figurant dans les états financiers. Ceci permet de mieux refléter le rendement économique avant impôts de ces actifs, tout en favorisant la mesure uniforme et la comparaison du revenu net d'intérêts. Ce rajustement s'applique à tout revenu exonéré d'impôt tiré d'actions privilégiées et ordinaires. Pour l'ensemble de la Banque, le rajustement sur une base d'imposition comparable s'établit à 38 millions de dollars pour les trois mois terminés le 31 janvier 2004 et à 39 millions pour les trois mois terminés le 31 janvier 2003.

Mode de présentation des résultats d'exploitation :

Les frais sont appariés aux revenus y afférents. Les frais indirects, notamment les frais généraux et les revenus y afférents, sont systématiquement répartis entre les groupes d'exploitation selon des formules appropriées. Pour chacune des devises, l'incidence sur le revenu net du virement de fonds d'un groupe disposant d'un surplus à un groupe affichant un déficit s'effectue aux taux du marché applicables à la devise et au terme visés.

Les provisions pour créances irrécouvrables (PCI) établies à l'égard des groupes clients sont fonction des pertes prévues au cours d'un cycle économique. Les écarts entre les provisions pour pertes prévues et les provisions exigées en vertu des PCGR sont attribués au groupe Services d'entreprise.

La répartition par région géographique est faite selon la région géographique du groupe responsable de la gestion de l'actif, du passif, des revenus et des frais y afférents, sauf pour la PCI consolidée, qui est établie en fonction du pays où le risque est assumé en dernier ressort.

Les données des périodes précédentes sont retraitées pour tenir compte de la structure organisationnelle et de la nouvelle présentation en vigueur au cours de la période.

Note 8 | Événement postérieur à la date du bilan

Le 4 février 2004, nous avons annoncé la signature d'une entente portant sur l'acquisition de la New Lenox State Bank (NLSB), une banque à service complet de Chicago, pour une somme en espèces d'environ 306 millions de dollars. Cette transaction doit être approuvée par les organismes de réglementation et devrait être conclue au cours de l'été 2004. Elle sera alors comptabilisée dans nos états financiers consolidés comme une acquisition d'entreprise.

L'assemblée annuelle des actionnaires a eu lieu le 24 février 2004 à Toronto (Ontario). À cette occasion, le président du conseil a annoncé que les fonctions de président du conseil d'administration et de chef de la direction seront scindées. Un comité du Conseil d'administration a entrepris d'étudier les candidatures parmi ses administrateurs indépendants actuels et le Conseil élira un président qui ne sera pas membre de la haute direction dans un proche avenir.

Les actionnaires ont élu les seize personnes qui se présentaient aux postes d'administrateurs : Stephen Bachand, David Beatty, Robert Chevrier, Tony Comper, Ron Farmer, David Galloway, Eva Lee Kwok, Blair MacAulay, Frank McKenna, Bruce Mitchell, Philip Orsino, Robert Prichard, Jeremy Reitman, Joseph Rotman, Guylaine Saucier and Nancy Southern. La firme KPMG s.r.l. a été désignée comme vérificateur de la Banque et un amendement au règlement administratif spécial « A » – Rémunération des administrateurs a été adopté. Comme le recommandait la direction, la proposition soumise par Real Assets Investment Management Inc., Ethical Funds Inc. et Meritas Mutual Funds concernant l'engagement de la Banque en matière d'environnement a été approuvée. Les trois propositions soumises par l'Association de protection des épargnants et investisseurs du Québec ont été rejetées.

Dans l'allocution qu'il a prononcée devant les actionnaires, Tony Comper, président du conseil et chef de la direction, a évoqué les réalisations de la direction, soulignant qu'elle a tenu l'engagement, pris cinq ans plus tôt, de modifier la répartition des activités de BMO pour en faire une entreprise plus rentable. M. Comper a également traité du leadership qu'exerce BMO depuis longtemps dans le domaine des pratiques de gouvernance exemplaires. Karen Maidment, première vice-présidente à la direction et chef des finances, a passé en revue les résultats de BMO Groupe financier pour l'exercice 2003 et pour le premier trimestre de 2004, soulignant la complexité du climat actuel en ce qui a trait à la communication de l'information financière et l'engagement de BMO à fournir des renseignements financiers de première qualité.

Les actionnaires qui souhaitent recevoir le compte rendu de l'assemblée peuvent s'adresser aux Relations avec les actionnaires, au Secrétariat général, à l'adresse indiquée ci-dessous.

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Prix d'achat des actions

Novembre 2003	52,97 \$
Décembre 2003	53,03 \$
Janvier 2004	57,80 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ontario M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)
Téléphone : (514) 982-7800 (international)
Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)
Télécopieur : (416) 263-9394 (international)
Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser aux :

Relations avec les actionnaires
Secrétariat général
21st Floor
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1
Téléphone : (416) 867-6785
Télécopieur : (416) 867-6793
Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière de s'adresser aux :

Relations avec les investisseurs
18th Floor
P.O. Box 1
One First Canadian Place
Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter les résultats financiers en ligne, visitez notre site Web, à l'adresse www.bmo.com.